

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail,
de l'emploi,
de la formation
professionnelle
et du dialogue social

Ministère de l'agriculture,
de l'agroalimentaire
et de la forêt

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2013/18 DU 25 MAI 2013

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	(*)

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 18.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2013/18

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Alimentation à succursales (maisons [gérants mandataires]) : avenant n° 56 du 30 janvier 2012 portant modification des articles 5, 16 et 36 de la convention	4
Bâtiment (Rhône [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 8 mars 2013 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} mars 2013	7
Bâtiment (Rhône [ouvriers, entreprises occupant plus de 10 salariés]) : accord du 8 mars 2013 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} mars 2013	10
Bâtiment (Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 7 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2013	13
Bâtiment (Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant plus de 10 salariés]) : accord du 7 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2013	16
Bâtiment (Rhône-Alpes [ETAM]) : accord du 7 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2013	19
Bâtiment et travaux publics (Guadeloupe [ouvriers]) : accord du 11 avril 2013 relatif aux salaires minimaux et aux primes au 1^{er} janvier 2013.....	21
Bâtiment et travaux publics (Guadeloupe [ETAM]) : accord du 11 avril 2013 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2013.....	23
Carrières et matériaux (industries [Languedoc-Roussillon, ouvriers, ETAM]) : avenant n° 32 du 13 mars 2013 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2013	24
Commerces non alimentaires (Saint-Malo intra-muros) : accord du 6 mars 2013 relatif aux conditions d'emploi des salariés le dimanche.....	27
Création et événement (entreprises techniques) : avenant n° 1 du 11 mars 2013 relatif au remboursement des frais de santé.....	31
Création et événement (entreprises techniques) : avenant n° 3 du 11 mars 2013 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} avril 2013	33
Création et événement (entreprises techniques) : avenant n° 4 du 11 mars 2013 relatif aux salaires journaliers au 1^{er} avril 2013.....	35
Formation (organismes) : accord du 23 janvier 2013 relatif aux salaires minima au 1^{er} janvier 2013	39
Métallurgie (Loire-Atlantique) : accord du 25 mars 2013 relatif aux taux effectifs garantis annuels et aux rémunérations minimales hiérarchiques pour l'année 2013.....	41

Métallurgie (Rhône) : accord du 4 mars 2013 relatif aux rémunérations annuelles garanties et aux rémunérations minimales hiérarchiques pour l'année 2013.....	45
Prestataires de services (secteur tertiaire) : adhésion par lettre du 30 octobre 2012 de la FEC FO à la convention.....	50
Publicité (entreprises) : avenant du 20 décembre 2012 relatif à l'observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications	51
Retraite (salariés non cadres) : avenant n° 122 du 28 mars 2013 portant modification de l'article 1 ^{er} de l'annexe A	55
Retraite (salariés non cadres) : avenant n° 123 du 28 mars 2013 portant modification des articles 6 et 7 et de l'annexe C	57
Retraite (salariés non cadres) : avenant du 28 mars 2013 portant modification de la délibération 23 B	60
Retraite et prévoyance (cadres) : avenant n° A 271 du 28 mars 2013 portant modification des articles 2 et 37 de l'annexe I.....	78
Retraite et prévoyance (cadres) : avenant n° A 272 du 28 mars 2013 portant modification des articles 15 et 27 de l'annexe I.....	80
Retraite et prévoyance (cadres) : avenant du 28 mars 2013 relatif à la suppression de la délibération D 53	82
Retraite et prévoyance (cadres) : avenant du 28 mars 2013 portant modification de la délibération D 54.....	83
Services d'eau et d'assainissement (entreprises) : avenant n° 4 du 20 février 2013 relatif à la formation professionnelle.....	102
Transports publics urbains de voyageurs (réseaux) : accord du 20 février 2013 relatif au salaire national minimum et aux salaires minima mensuels forfaitisés au 1 ^{er} janvier 2013...	105
Transports routiers (ouvriers) : avenant n° 61 du 8 mars 2013 relatif aux frais de déplacement.....	111
Transports routiers (déménagement) : avenant n° 10 du 21 mars 2013 relatif aux rémunérations conventionnelles au 1 ^{er} mai 2013	114
Travaux publics (Rhône [ouvriers]) : accord du 8 mars 2013 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1 ^{er} mars 2013	118

Brochure n° 3007

Convention collective nationale

**IDCC : 1314. – MAISONS D'ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

**AVENANT N° 56 DU 30 JANVIER 2012
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 5, 16 ET 36 DE LA CONVENTION**

NOR : ASET1350644M

IDCC : 1314

Entre :

La FCD,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FGTA FO ;

La FAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 56, modifie à compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 5, 16 et 36 de l'accord collectif national des maisons d'alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « gérants mandataires non salariés » du 18 juillet 1963 modifié.

Article 2

Minima garantis

A compter du 1^{er} janvier 2012, les minima garantis à l'article 5 sont les suivants :

- gérance 1^{re} catégorie : 1 582 €/mois ;
- gérance 2^e catégorie : 2 300 €/mois.

Article 3

Prime pour services rendus

Le paragraphe *b* de l'article 16 est ainsi rédigé :

« Gérant mandataire non salarié ayant plus de 10 ans de présence ininterrompue lors du départ volontaire, en plus de l'indemnité visée en *a* :

- 1/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 10 ans jusqu'à 15 ans ;
- 3/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 15 ans jusqu'à 20 ans ;
- 4/10 de mois par année de présence pour la tranche de plus de 20 ans,

sans pouvoir dépasser un maximum de 6 mois. »

Article 4

Règlement intérieur du comité gérants mandataires non salariés

Au sein de l'article 36 « Représentation des gérants mandataires non salariés et des syndicats », le chapitre A « Instances représentatives des gérants mandataires non salariés », paragraphe 2 *a* « Attributions du comité gérants mandataires non salariés » est complété d'un avant-dernier alinéa ainsi rédigé :

« Le comité gérants mandataires non salariés peut élaborer un règlement intérieur, fixant ses modalités de fonctionnement et celles de ses relations avec les gérants mandataires non salariés, pour l'exercice des missions qui lui sont confiées par le présent accord national. »

Article 5

Indemnisation des gérants mandataires non salariés participant aux réunions paritaires

Les montants en euros figurant au paragraphe *a* « Indemnisation des réunions » de l'article 36 « Représentation des gérants mandataires non salariés et des syndicats » du chapitre C « Indemnisation des représentants des gérants mandataires non salariés et des syndicats » sont remplacés par les montants suivants :

- « 31 € » au lieu de 29,50 € pour l'indemnité forfaitaire visée au 1^{er} alinéa ;
- « 40 € » au lieu de 38 € si le magasin est resté ouvert pendant l'absence du gérant mandataire non salarié.

La date du 1^{er} janvier 2009 figurant au 3^e alinéa est remplacée par « 1^{er} janvier 2012 ».

Article 6

Date d'application

Le présent avenant sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 7

Publicité

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original, signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Article 8

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 30 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 8 MARS 2013

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

AU 1^{ER} MARS 2013

(RHÔNE)

NOR : ASET1350646M

IDCC : 1596

Entre :

La FEBTP Rhône ;

La FAPEB Rhône,

D'une part, et

Le SCB CFDT Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er} de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du Rhône.

Article 2

Pour le Rhône, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué ci-après.

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} mars 2013.

I. – Indemnité de repas : 9,78 € dans toutes les zones.

II. – Indemnité de transport et de trajet :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1A	3,11	0,93
1B	3,89	1,55
2	7,45	2,89
3	11,57	4,17
4	16,03	5,45
5	20,24	6,65

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 8 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Indemnités de petits déplacements

Tableau A

*Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau,
sont situés sur le territoire de la communauté urbaine de Lyon*

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1 (0 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Tableau B

*Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau,
sont situés en dehors du territoire de la communauté urbaine de Lyon*

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1A (0 à 4 km)	9,78	3,11	0,93	13,82
1B (4 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 8 MARS 2013

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

AU 1^{ER} MARS 2013

(RHÔNE)

NOR : ASET1350645M

IDCC : 1597

Entre :

La FEBTP Rhône ;

La FAPEB Rhône,

D'une part, et

Le SCB CFDT Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er} de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du Rhône.

Article 2

Pour le Rhône, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué ci-après.

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} mars 2013.

I. – Indemnité de repas : 9,78 € dans toutes les zones.

II. – Indemnité de transport et indemnité de trajet :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
1A	3,11	0,93
1B	3,89	1,55
2	7,45	2,89
3	11,57	4,17
4	16,03	5,45
5	20,24	6,65

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 8 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Indemnités de petits déplacements

Tableau A

*Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau,
sont situés sur le territoire de la communauté urbaine de Lyon*

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1 (0 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Tableau B

*Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau,
sont situés en dehors du territoire de la communauté urbaine de Lyon*

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1A (0 à 4 km)	9,78	3,11	0,93	13,82
1B (4 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013
(RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1350640M
IDCC : 1596

La commission paritaire régionale s'est réunie les 21 novembre 2012 et 7 décembre 2012 pour négocier les salaires minimaux des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Salaires minimaux des ouvriers employés dans les entreprises
occupant jusqu'à 10 salariés*

Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés des 8 départements de la région Rhône-Alpes sont fixées comme suit :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 :

- point : 7,78 € ;
- partie fixe : 150 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 2

Cas particulier du niveau I, position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1^{er}, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position 1, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 279 €.

Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 7 décembre 2012.

Suivent les signatures les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFB Rhône-Alpes ;
FSCOP BTP Rhône-Alpes ;
CAPEB Rhône-Alpes.

Syndicats de salariés :

FR BTP FO Rhône-Alpes ;
URCB CFDT Rhône-Alpes.

ANNEXE

Barème des appointements minimaux pour l'année 2013

Base : 151,67 heures.

Partie fixe : 150 €.

Valeur du point : 7,78 €.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL
Niveau I Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 446,00 (*)
– position 2	170	1 472,60
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 589,30
Niveau III Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 783,80
– position 2	230	1 939,40
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	2 095,00
– position 2	270	2 250,60
(*) Partie fixe de 279 €. Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013
(RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1350641M
IDCC : 1597

La commission paritaire régionale s'est réunie les 21 novembre 2012 et 7 décembre 2012 pour négocier les salaires minimaux des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers des entreprises occupant plus de 10 salariés, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Salaires minimaux des ouvriers employés dans les entreprises
occupant plus de 10 salariés*

Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises occupant plus de 10 salariés des 8 départements de la région Rhône-Alpes sont fixées comme suit :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 :

- point : 7,78 € ;
- partie fixe : 150 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 2

Cas particulier du niveau I, position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1^{er}, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position 1, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 279 €.

Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 7 décembre 2012.

Suivent les signatures les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFB Rhône-Alpes ;
FSCOP BTP Rhône-Alpes ;
CAPEB Rhône-Alpes.

Syndicats de salariés :

FR BTP FO Rhône-Alpes ;
URCB CFDT Rhône-Alpes.

ANNEXE

Barème des appointements minimaux pour l'année 2013

Base : 151,67 heures.

Partie fixe : 150 €.

Valeur du point : 7,78 €.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL
Niveau I Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 446,00 (*)
– position 2	170	1 472,60
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 589,30
Niveau III Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 783,80
– position 2	230	1 939,40
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	2 095,00
– position 2	270	2 250,60
(*) Partie fixe de 279 € Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

**ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013
(RHÔNE-ALPES)**

NOR : ASET1350642M
IDCC : 2609

Entre :

La FFB Rhône-Alpes ;

La FSCOP BTP Rhône-Alpes ;

La CAPEB Rhône-Alpes,

D'une part, et

La FR BTP FO Rhône-Alpes ;

L'URCB CFDT Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies les 21 novembre 2012 et 7 décembre 2012 et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Rhône-Alpes.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Rhône-Alpes est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2013 :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
A	1 466
B	1 551
C	1 666

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
D	1 784
E	1 994
F	2 286
G	2 516
H	2 812

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 7 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

IDCC : 2328. – Ouvriers
(Guadeloupe)
(28 février 2002)
(Bulletin officiel n° 2003-7 bis)
(Etendue par arrêté du 20 juillet 2004,
Journal officiel du 29 juillet 2004)

ACCORD DU 11 AVRIL 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET AUX PRIMES
AU 1^{ER} JANVIER 2013
NOR : ASET1350638M
IDCC : 2328

Suite à la commission paritaire du 11 avril 2013, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur une augmentation des salaires des ouvriers du BTP de la Guadeloupe à hauteur de 2 %.

La nouvelle valeur du point étant fixée à 9,41 €, et ce à compter du 1^{er} janvier 2013.

Salaires des ouvriers du BTP de la Guadeloupe
au 1^{er} janvier 2013

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	VALEUR du point	SALAIRE mensuel minimal	TAUX horaire minimal
OE 1	157	9,41	1 477,37	9,74
OE 2	162	9,41	1 524,42	10,05
OP 1	172	9,41	1 618,52	10,67
OP 2	182	9,41	1 712,62	11,29
CP 1	202	9,41	1 900,82	12,53
CP 2	217	9,41	2 041,97	13,46
MO	227	9,41	2 136,07	14,08
CE 1	230	9,41	2 164,30	14,27
CE 2	242	9,41	2 277,22	15,01

Suite à la commission paritaire du 11 avril 2013, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur une augmentation des primes des ouvriers du BTP de la Guadeloupe à hauteur de 2 %.

La nouvelle valeur du point étant fixée à 9,41 €, et ce à compter du 1^{er} janvier 2013.

Primes des ouvriers du BTP de la Guadeloupe au 1^{er} janvier 2013

Ancienneté	De 3 à 6 ans : 3 % De 6 à 9 ans : 4,5 % De 9 à 15 ans : 7 % De 15 à 20 ans : 8,5 % De 20 ans et plus : 13 %
Hauteur	De 12 à 24 m : 1,94 € par jour Au-dessus de 24 m : 3,02 € par jour Est également accordée au grutier dont le poste de travail est en cabine surélevée au-delà de 12 m
Marteau piqueur	0,27 € par heure d'utilisation, tel que prévu à la convention collective
Outillage	Maçon : 0,091 € par heure Charpentier : 0,091 € par heure Menuisier : 0,1 € par heure Carreleur : 0,079 € par heure Electricien : 0,079 € par heure Plombier : 0,131 € par heure
Panier	7,02 € par jour aux ouvriers sédentaires de l'entreprise qui seraient envoyés occasionnellement sur des chantiers à la demande de l'entreprise et qui, de ce fait, ne pourraient plus rentrer déjeuner chez eux. Cette prime est accordée lorsque la distance du déplacement est supérieure de 7 km du lieu de travail habituel.
Profondeur	De 1,50 m à 2 m : 1,11 € par jour A partir de 2 m : 3,55 € par jour
Salissure (travaux insalubres)	2,79 € par jour Bénéficient également de cette prime de salissure, en plus des catégories prévues à la convention collective, les ouvriers qui travaillent au ponçage des bétons et aux graisseurs de coffrages métalliques.
Indemnité de remboursement de frais de transport	49,87 € par mois à tous les ouvriers pour couvrir les frais de déplacement du domicile au lieu de travail ou d'embauche pour les entreprises qui considèrent que l'embauche journalière se fait au siège.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FRBTP Guadeloupe.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

UGT Guadeloupe ;

FTC CGT Guadeloupe.

Convention collective
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

IDCC : 3144. – **ETAM**
(Guadeloupe)
(24 juillet 2008)

ACCORD DU 11 AVRIL 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350639M
IDCC : 3144

Après négociation, les organisations syndicales et les représentants de la FRBTPG se sont mis d'accord pour une revalorisation des salaires des ETAM à hauteur de 2 %.

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, la grille de rémunération de base pour les ETAM du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances est la suivante :

(En euros.)

NIVEAU	MONTANT
A	1 447,85
B	1 553,15
C	1 620,06
D	1 764,85
E	1 833,13
F	2 095,00
G	2 317,67
H	2 544,72

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au département de la Guadeloupe et ses dépendances pour le bâtiment et les travaux publics.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FRBTP Guadeloupe.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

UGT Guadeloupe ;

FTC CGT Guadeloupe.

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT N° 32 DU 13 MARS 2013

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013

(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : ASET1350620M

IDCC : 87, 135

Entre :

L'UNICEM Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB CFDT ;

Le SICMA CFE-CGC,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 1,9 % par rapport au 31^e avenant et ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 436
	2	1 457
II	1	1 463
	2	1 486
	3	1 530
III	1	1 537
	2	1 561
	3	1 608
IV	1	1 616
	2	1 643
	3	1 701
V	1	1 706
	2	1 759
	3	1 882
VI	1	1 914
	2	1 989
	3	2 147
VII	1	2 190
	2	2 323
	3	2 530

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;

- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Montpellier, le 13 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Accord professionnel
COMMERCES NON ALIMENTAIRES
(Saint-Malo intra-muros)

ACCORD DU 6 MARS 2013
RELATIF AUX CONDITIONS D'EMPLOI DES SALARIÉS LE DIMANCHE
NOR : ASET1350633M

PRÉAMBULE

La loi n° 2009-974 du 10 août 2009 (*Journal officiel* du 11 août 2009) a confirmé et élargi la possibilité offerte aux établissements de vente au détail, situés dans les communes d'intérêt touristique ou thermales et dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente, de donner, de droit, le repos hebdomadaire par roulement (art. L. 3132-25 du code du travail), et ce toute l'année.

La loi n'impose pas de contrepartie pour les salariés ni une condition de volontariat, mais elle prévoit que « les organisations professionnelles ou l'employeur, d'une part, et les organisations syndicales représentatives, d'autre part, engagent des négociations en vue de la signature d'un accord relatif aux contreparties accordées aux salariés privés de repos dominical lorsque la branche ou l'entreprise n'est pas couverte par un accord » (art. 2 IV de la loi).

Les commerçants et artisans regroupés au sein de l'association Intra-muros commerçants et artisans (IMCA), représentés par l'union des entreprises pour l'Ille-et-Vilaine, et les syndicats de salariés CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO constatent que :

- la fréquentation touristique accrue tous les dimanches a notamment pour conséquence un déplacement de l'activité économique de la semaine vers le week-end ;
- le cadre de recours au travail du dimanche fixé par le protocole d'accord local relatif aux conditions d'emploi des salariés et d'ouverture des commerces non alimentaires signé le 26 décembre 2007 pour une durée de 5 ans doit être confirmé mais adapté aux évolutions législatives rappelées ci-dessus.

En conséquence, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux établissements de Saint-Malo intra-muros y ayant adhéré et qui ont pour activité, à titre exclusif ou principal, le commerce de détail non alimentaire, et notamment les activités répertoriées ci-dessous, par référence à la nomenclature NAF 2008 :

45.11Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers.
45.19Z	Commerce d'autres véhicules automobiles.
45.32Z	Commerce de détail d'équipements automobiles.

45.40Z	Commerce et réparation de motocycles.
47.11E	Magasins multicommerces.
47.19A	Grands magasins.
47.19B	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé.
47.41Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé.
47.42Z	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé.
47.43Z	Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé.
47.51Z	Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé.
47.52A	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²).
47.52B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus).
47.53Z	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé.
47.54Z	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé.
47.59B	Commerce de détail d'autres équipements du foyer.
47.61Z	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé.
47.62Z	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé.
47.63Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé.
47.64Z	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé.
47.65Z	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé.
47.71Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé.
47.72A	Commerce de détail de la chaussure.
47.72B	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage.
47.73Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé.
47.74Z	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé.
47.75Z	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé.
47.77Z	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé.
47.78A	Commerces de détail d'optique.
47.78B	Commerces de détail de charbons et combustibles.
47.78C	Autres commerces de détail spécialisés divers.
47.79Z	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin.

Article 2

Volontariat

Seuls les salariés ayant donné leur accord peuvent être employés le dimanche. Le refus d'un salarié de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'embauche ou de l'exécution de son contrat de travail et ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

Les employeurs des commerces non alimentaires de Saint-Malo intra-muros peuvent ouvrir leurs établissements tous les dimanches mais leur personnel ne peut être employé que dans la limite de 28 dimanches par salarié.

Néanmoins, il sera possible d'employer les salariés plus de 28 dimanches par an, à condition d'obtenir leur accord par écrit sur un document établi en deux exemplaires, signé par l'employeur et le salarié, et dont un exemplaire est remis à chaque partie.

Ce document mentionne la possibilité pour tout salarié, ainsi que pour l'employeur, de dénoncer cet accord, et ce à tout moment, moyennant un délai de prévenance de 30 jours calendaires.

Les dimanches travaillés sont portés à la connaissance du personnel concerné et affichés dans les locaux de travail au moins 15 jours à l'avance.

Le nombre des heures effectuées pendant les dimanches travaillés est porté sur les bulletins de paie et sur les documents d'enregistrement, en application des articles R. 3172-1, R. 3172-4 et R. 3243-1 du code du travail, et le nombre de dimanches travaillés est également indiqué sur les documents d'enregistrement.

Le travail le dimanche est proposé en priorité aux salariés déjà en place dans l'entreprise, et plus particulièrement aux salariés à temps partiel. En cas de refus de leur part, l'employeur aura recours à une nouvelle embauche notamment par le truchement éventuel d'un groupement d'employeurs.

Article 3

Contreparties au travail le dimanche

Aucun salarié ne peut être appelé à travailler le dimanche pour une durée inférieure à 3 heures de travail effectif.

Les heures de travail effectuées le dimanche :

- sont rémunérées à la date habituelle de paie ;
- sont majorées de 100 %.

La majoration est remplacée par un repos compensateur équivalent à la demande expresse du salarié.

En accord avec l'employeur, les repos compensateurs acquis en application du présent article peuvent donner lieu à cumul dans la limite de 5 jours.

Les périodes de prise du repos sont fixées d'un commun accord et doivent se situer en dehors de la période 14 juillet-31 août.

Cette majoration s'applique sauf usage ou dispositions contractuelles plus favorables.

Dans les entreprises au sein desquelles le salaire intègre déjà des majorations de salaire pour travail le dimanche à hauteur d'au moins 100 %, il n'y a pas lieu d'appliquer la majoration prévue au présent article. Si le salaire intègre des majorations inférieures à celles prévues au présent article, un complément doit être versé afin que la majoration atteigne ce montant.

Article 4

Information et adhésion à l'accord

L'IMCA informe l'ensemble de ses adhérents du contenu et des conditions d'application du présent accord.

Un exemplaire de cet accord est remis à chaque salarié par son employeur et affiché dans les locaux de travail.

Conformément aux dispositions de l'accord L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou association d'employeurs ou tout employeur pris individuellement peut adhérer à l'accord.

Les commerçants adressent leur adhésion à l'accord à la CCI de Saint-Malo Fougères, pôle commerce, qui les centralise et les adresse au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail, 39-45, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du conseil des prud'hommes de Saint-Malo.

La CCI - pôle commerce tient la liste à la disposition des organisations syndicales.

Article 5

Suivi de l'accord

Il est créé un comité de suivi composé de l'IMCA, de l'union des entreprises d'Ille-et-Vilaine, de la CCI et des organisations syndicales représentatives. Il se réunit à la demande d'une organisation syndicale d'employeur et/ou de salariés. Il est chargé de faire un bilan d'application de l'accord et de rendre compte des éventuelles difficultés rencontrées dans son application.

Les employeurs garantissent la liberté de contact entre les organisations syndicales et les salariés, y compris sur les lieux de travail, sans que cela perturbe le bon fonctionnement de l'entreprise, ni les relations avec la clientèle.

Article 6

Durée de l'accord. – Date d'entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 6 mars 2013. Il est conclu pour une durée déterminée de 5 ans.

Son application prendra donc fin automatiquement à la date du 5 mars 2018.

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs conviennent de se réunir 2 mois avant la date d'échéance, pour envisager l'opportunité d'engager une nouvelle négociation.

Article 7

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail, ainsi qu'au greffe du conseil des prud'hommes de Saint-Malo.

Fait à Saint-Malo, le 6 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UE 35.

Syndicats de salariés :

CFTC ;

CFDT ;

CFE-CGC.

Brochure n° 3355

Convention collective nationale
IDCC : 2717. – ENTREPRISES TECHNIQUES
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT

AVENANT N° 1 DU 11 MARS 2013
RELATIF AU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1350632M
IDCC : 2717

PRÉAMBULE

Le comité paritaire de gestion mentionné à l'article 6 de l'accord collectif du 25 octobre 2010 instituant un régime complémentaire de remboursement de frais de santé au sein de la branche des entreprises techniques au service de la création et de l'événement a examiné les conditions d'application du régime de frais de santé entré en vigueur après extension de l'accord, le 1^{er} octobre 2011.

Depuis la conclusion de cet accord, plusieurs évolutions législatives ayant notamment des incidences sur le tarif des dispositifs de frais de santé sont intervenues.

Ainsi, l'article 9 de la loi n° 2011-1117 du 19 septembre 2011 de finances rectificative pour 2011 a majoré le taux de la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance maladie « solidaires et responsables » de 3,5 % à 7 %.

Afin de prendre en compte les incidences de cette mesure sur le coût des couvertures concernées, les parties signataires se sont réunies et ont constaté la nécessaire augmentation des cotisations versées au titre du financement des garanties de frais de santé.

Parallèlement, les parties signataires ont décidé d'adopter, pour les salariés relevant du régime local d'assurance maladie applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (dit « Alsace-Moselle »), des conditions de cotisation adaptées.

Pour ce faire, les parties signataires ont décidé de réviser les termes de l'accord du 25 octobre 2010 précité de la manière suivante :

Article 1^{er}

Cotisations

Le présent article a pour objet de modifier les deux premiers alinéas de l'article 4 de l'accord sus-visé.

En conséquence, ces deux alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« 1. Les cotisations servant au financement du présent régime s'élèvent à un montant de 1,15 % du plafond de la sécurité sociale au titre de la couverture du seul salarié.

Cette cotisation étant assujettie à diverses taxes, elle se répartit de la façon suivante :

– 1,02 % au titre de la cotisation d'assurance + 0,13 % de taxes.

2. Pour les salariés relevant du régime local de sécurité sociale de l'Alsace-Moselle, le montant des cotisations est fixé à 0,69 % du plafond de la sécurité sociale au titre de la couverture du seul salarié.

Cette cotisation étant assujettie à diverses taxes, elle se répartie de la façon suivante : 0,61 % au titre de la cotisation d'assurance + 0,08 % de taxes. »

Les autres dispositions de l'accord du 25 octobre 2010 restent inchangées.

Article 2

Durée. – Date d'effet. – Dépôt

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail. En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 11 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SYNPASE ;

FICAM.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

F3C CFDT ;

FASAP CGT-FO.

Brochure n° 3355

Convention collective nationale
IDCC : 2717. – ENTREPRISES TECHNIQUES
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT

AVENANT N° 3 DU 11 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2013

NOR : ASET1350631M
IDCC : 2717

Entre :

Le SYNPASE ;

La FICAM,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La FASAP CGT-FO ;

La F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Négociation annuelle obligatoire

Il est convenu entre les partenaires sociaux qu'à compter du 1^{er} avril 2013 la grille de salaires prévues au titre VII de la convention collective est réévaluée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	DÉFINITION	SALAIRE minimum brut mensuel
Catégorie 1	Emplois ne nécessitant pas de compétence particulière et qui ne comportent pas de degré d'autonomie ou de responsabilité signifiant.	1 431
Catégorie 2	Emplois qui requièrent un premier niveau de compétence, sans comporter de degré d'autonomie ou de responsabilité.	1 549
Catégorie 3	Emplois qui requièrent un premier niveau de compétence ainsi qu'un faible degré d'autonomie et/ou de responsabilité.	1 755

NIVEAU	DÉFINITION	SALAIRE minimum brut mensuel
Catégorie 4	Emplois qui requièrent un niveau confirmé de compétence ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité restreint.	1 962
Catégorie 5	Emplois qui requièrent un niveau confirmé de compétence ainsi qu'un certain degré d'autonomie et/ou de responsabilité.	2 168
Catégorie 6	Emplois qui requièrent un bon niveau de compétence ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité mesuré.	2 271
Catégorie 7	Emplois qui requièrent un bon niveau de compétence ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité élevé.	2 478
Catégorie 8	Emplois qui requièrent un très bon niveau de compétence ainsi qu'un degré d'autonomie et/ou de responsabilité très élevé.	2 684
Catégorie 9	Emplois qui requièrent un haut niveau de compétence d'autonomie et/ou de responsabilité.	2 891
Catégorie 10	Emplois qui requièrent un haut niveau de compétence ainsi qu'un très haut niveau d'autonomie et/ou de responsabilité.	3 097
Hors catégorie	Emplois inhérents au management général des entreprises du champ.	

Fait à Paris, le 11 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3355

Convention collective nationale
IDCC : 2717. – ENTREPRISES TECHNIQUES
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT

AVENANT N° 4 DU 11 MARS 2013
RELATIF AUX SALAIRES JOURNALIERS AU 1^{ER} AVRIL 2013
NOR : ASET1350634M

Entre :

La FICAM,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La F3C CFDT ;

Le SPIAC CGT ;

La FASAP CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

Négociation annuelle obligatoire

Il est convenu entre les partenaires sociaux qu'à compter du 1^{er} avril 2013 la grille de salaires prévues au titre II de l'accord collectif est réévaluée comme suit :

(En euros.)

	TAUX HORAIRE	SALAIRE JOURNALIER (base 8 heures)
Technicien de reportage	13,61	108,93
Pointeur AV	18,16	145,30
Cadreur AV	21,53	172,29
Opérateur de prises de vues	24,99	199,89
Chef opérateur prises de vues AV	44,27	354,12
Assistant son	14,77	118,13
Opérateur du son	21,53	172,29
Chef opérateur du son	27,25	218,03

	TAUX HORAIRE	SALAIRE JOURNALIER (base 8 heures)
Ingénieur du son	31,79	254,40
Créateur d'effets sonores	16,31	130,48
Assistant de plateau AV	13,07	104,55
Riggers	21,36	170,88
Machiniste AV	15,88	126,98
Chef machiniste AV	19,88	159,05
Electricien prise de vues	15,88	126,98
Electricien pupitreur	19,88	159,05
Poursuiteur	15,88	126,98
Chef poursuiteur AV	19,88	159,05
Blocker	17,81	142,49
Groupiste AV	26,27	210,14
Chef électricien prise de vues	19,88	159,05
Chef de plateau AV	20,43	163,44
Coiffeur	17,02	136,18
Maquilleur	17,02	136,18
Chef maquilleur	19,30	154,41
Habilleur	17,02	136,18
Costumier	18,16	145,30
Chef costumier	20,43	163,44
Directeur casting	20,43	163,44
2 ^e assistant de réalisation AV	18,16	145,30
1 ^{er} assistant de réalisation AV	22,68	181,49
Scripte AV	23,84	190,69
Réalisateur AV	44,27	354,12
Technicien de maintenance N2	19,30	154,41
Opérateur synthétiseur	17,02	136,18
Infographiste AV	20,43	163,44
Chef graphiste AV	24,99	199,89
Truquiste AV	30,68	245,46
Opérateur magnétoscope	11,91	95,25
Opérateur « ralenti »	19,30	154,41
Opérateur serveur vidéo	30,68	245,46
Assistant d'exploitation AV	12,48	99,90
Technicien d'exploitation AV	19,30	154,41
Ingénieur de la vision	29,54	236,34
Chef d'équipement AV	31,79	254,40

	TAUX HORAIRE	SALAIRE JOURNALIER (base 8 heures)
Conducteur de moyens mobiles	13,83	110,60
Assistant de production AV	15,33	122,68
Assistant d'exploitation en production	13,83	110,60
Chargé de production AV	23,84	190,69
Directeur de production AV	30,42	243,35
Administrateur de production	26,44	211,54
Régisseur	19,30	154,41
Régisseur décors	15,76	126,02
Aide décors	12,32	98,59
Machiniste décors	15,76	126,02
Sculpteur décors	19,17	153,36
Serrurier métallier	17,80	142,40
Tapissier décors	17,80	142,40
Peintre	15,76	126,02
Peintre décors	19,17	153,36
Chef peintre	20,54	164,31
Menuisier décors	15,76	126,02
Chef constructeur décors	20,54	164,31
2 ^e assistant décors	15,06	120,49
1 ^{er} assistant décors	20,54	164,31
Chef décorateur	30,82	246,51
Accessoiriste	15,72	125,76
Ensemblier	29,26	234,07
Releveur de dialogue	13,83	110,60
Détecteur	15,20	121,63
Calligraphe	11,76	94,03
Dactylographe de bande-opérateur de saisie	11,06	88,51
Opérateur de repérage / simulation	14,38	115,06
Audio-descripteur	14,38	115,06
Monteur synchro	27,25	218,03
Assistant monteur AV	13,61	108,93
Monteur flux	20,43	163,44
Chef monteur flux	28,39	227,14
Monteur truquiste AV	31,79	254,40
Opérateur télécinéma	17,02	136,18
Etalonneur	28,37	226,97

	TAUX HORAIRE	SALAIRE JOURNALIER (base 8 heures)
Chef opérateur-étalonneur	30,28	242,22
Bruiteur	30,28	242,22
Bruiteur de complément	17,98	143,80
Assistant de postproduction	15,33	122,68
Chargé de postproduction	23,84	190,69

Fait à Paris, le 11 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

CONVENTIONS COLLECTIVES

Brochure n° 3249

Convention collective nationale
IDCC : 1516. – ORGANISMES DE FORMATION

ACCORD DU 23 JANVIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350622M
IDCC : 1516

Entre :

La FFP,

D'une part, et

La FEP CFDT ;

Le SNEPL CFTC ;

La FD CFE-CGC ;

Le SNEPAT FO ;

Le SNPEFP CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord vise à déterminer les rémunérations minimales conventionnelles du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2013 pour la catégorie des employés (A et B) de la grille des rémunérations.

En effet, afin de mettre les minima conventionnels applicables en conformité avec les diverses augmentations du Smic intervenues entre juillet 2012 et janvier 2013, les partenaires sociaux de la branche se sont mis d'accord pour réaliser une augmentation des premiers niveaux de la grille des rémunérations compris entre le niveau A1 et B2 comme suit.

Article 2

La valeur du point est inchangée : elle demeure fixée à 101,843 € jusqu'au 31 août 2013.

Toutefois, pour les catégories visées à l'article 1^{er}, les rémunérations minimales annuelles conventionnelles sont fixées de la façon suivante :

- A1 : 17 205,89 € ;
- A2 : 17 248,79 € ;
- B1 : 17 291,70 € ;
- B2 : 17 334,61 €.

Les autres valeurs des minima conventionnels compris entre les niveaux C à I demeurent inchangées et restent conformes à celles fixées par l'accord du 27 mars 2012.

En conséquence, les rémunérations minimales conventionnelles annuelles sont les suivants :

(En euros.)

CATÉGORIE / NIVEAU	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
Employés	A1	100	17 205,89
	A2	110	17 248,79
	B1	120	17 291,70
	B2	145	17 334,61
Techniciens	C1	171	17 415,15
	C2	186	18 942,80
	D1	200	20 368,60
	D2	220	22 405,46
	E1	240	24 442,32
	E2	270	27 497,61
Cadres	F	310	31 571,33
	G	350	35 645,05
	H	450	45 829,35
	I	600	61 105,80

Article 3

Le présent accord est applicable à l'ensemble des organismes de formation entrant dans le champ d'application de l'article 1^{er} de la convention collective nationale (IDCC 1516), à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les signataires conviennent de subordonner son entrée en vigueur à son extension.

Article 4

Au 31 août 2013, le salarié qui n'aurait pas perçu la rémunération minimale conventionnelle correspondant à la période allant du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013 se verra allouer une prime de rattrapage afin de couvrir la période susvisée.

Dans le cas où le contrat de travail d'un salarié se terminerait avant cette échéance, il sera procédé à la même vérification sur la rémunération minimale conventionnelle proratisée sur la période du 1^{er} septembre 2012 à la date de départ du salarié.

Article 5

Les partenaires sociaux de la branche rappellent aux entreprises du secteur qu'il convient de respecter une stricte égalité de rémunération entre les femmes et les hommes à qualification, expérience, compétences et postes équivalents.

Article 6

La partie la plus diligente procédera aux formalités requises en vue de son extension.

Fait à Paris, le 23 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 1369. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(Loire-Atlantique)**

(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)
(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)

ACCORD DU 25 MARS 2013

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350618M

IDCC : 1369

Entre :

L'UIMM Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'USM FO ;

La CFTC métaux 44,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre
à partir de l'année 2013*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2013, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	17 240
	2	145	2	17 245
	3	155	3	17 258
II	1	170	4	17 309
	2	180	5	17 370
	3	190	6	17 539
III	1	215	7	18 095
	2	225	8	18 407
	3	240	9	19 033
IV	1	255	10	19 721
	2	270	11	20 602
	3	285	12	21 687
V	1	305	13	23 306
	2	335	14	25 915
	3	365	15	28 798
	3	395	16	31 553

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10, de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7, de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} avril 2013

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

La valeur du point, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,27 € à compter du 1^{er} avril 2013.

Barème au 1^{er} avril 2013

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		RMH
I	1	140	1	737,80
	2	145	2	764,15
	3	155	3	816,85

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		RMH
II	1	170	4	895,90
	2	180	5	948,60
	3	190	6	1 001,30
III	1	215	7	1 133,05
	2	225	8	1 185,75
	3	240	9	1 264,80
IV	1	255	10	1 343,85
	2	270	11	1 422,90
	3	285	12	1 501,95
V	1	305	13	1 607,35
	2	335	14	1 765,45
	3	365	15	1 923,55
	3	395	16	2 081,65

En application de l'article 8, paragraphe 5, de l'avenant relatif à certaines catégories de mensuels qui reprend les termes du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 modifiant le protocole d'accord national du 13 septembre 1974, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

En application de l'article 18, partie A, paragraphe 5, de l'avenant « Mensuels », qui reprend les termes de l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, ces derniers bénéficient d'une majoration de 5 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau au cours du mois de septembre 2013, en vue d'examiner, d'une part, l'évolution de la situation économique (niveau de la croissance, prévisions d'activité, marges des entreprises...) et, d'autre part, celle de l'emploi ainsi que l'attractivité de la branche et l'évolution de l'inflation. Lors de cette réunion, si l'inflation constatée au cours du mois de juillet 2013 atteint 2 %, une nouvelle négociation des minima 2013 s'ouvrira (inflation retenue : tous les ménages, hors tabac, métropole et DOM, moyenne de août 2012 à juillet 2013).

Article 3

Complément aux taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre pour l'année 2012

Les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique pour l'année 2012, et fixés par l'accord du 29 février 2012, sont complétés par la disposition suivante :

Les TEG applicables aux salariés classés aux coefficients 140, 145 et 155 ne seront pas inférieurs à 16 945 €, toutes catégories professionnelles confondues.

Article 4

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Herblain, le 25 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 878. – MENSUELS DES INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES DU RHÔNE
(21 mai 1976)**

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1986,
Journal officiel du 11 décembre 1986)

ACCORD DU 4 MARS 2013

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350619M
IDCC : 878

Vu les dispositions de l'accord national métallurgie du 17 janvier 1991 institutionnalisant le double barème RMH et taux garantis et portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 étendu le 1^{er} juillet 1991,

il a été convenu, dans la continuité des accords conclus en 2011 et 2012, et compte tenu de la revalorisation par anticipation des rémunérations annuelles garanties intervenue en application de l'accord du 19 octobre 2012, de contribuer à renforcer l'attractivité de la branche professionnelle en recherchant la meilleure harmonisation possible entre les coefficients de la grille des rémunérations annuelles garanties.

Il a été décidé que l'accord du 7 mars 2012, modifié par l'accord du 19 octobre 2012, fixant l'annexe II à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976 est annulé et remplacé par le présent accord, qui sera annexé à la présente convention sous la forme d'une nouvelle annexe II.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques, tel que fixé le 7 mars 2012 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est modifié selon le barème (35 heures) annexé au présent accord.

Ce barème de RMH, distinct de celui des rémunérations annuelles garanties, ne constitue nullement une rémunération minimale garantie. Il ne sert qu'au calcul des primes d'ancienneté.

Ce barème est applicable à compter du 1^{er} mai 2013.

Article 2

Primes d'ancienneté

Conformément à l'article 36 de la convention collective des industries métallurgiques du Rhône, le montant des primes d'ancienneté dont bénéficient les salariés qui remplissent les conditions nécessaires est calculé sur la base des rémunérations hiérarchiques telles que fixées à l'article 1^{er} du présent accord.

Article 3

Rémunérations annuelles garanties

Le barème des rémunérations annuelles garanties, tel que fixé par l'accord du 19 octobre 2012 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est annulé et remplacé par le nouveau barème (35 heures) annexé au présent accord.

Ce barème définit les garanties minimales de rémunérations annuelles applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône.

Les rémunérations annuelles garanties déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle de salaire plus favorable, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun salarié défini comme à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour une durée annuelle correspondant à 35 heures de travail hebdomadaire et pour le coefficient considéré.

Les rémunérations annuelles garanties doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et calculées *pro rata temporis* en cas de :

- départ ou entrée en cours d'année ;
- changement de classification (en cours d'année).

Il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013 et concerne l'ensemble des rémunérations telles que définies par l'article 4 du présent accord et versées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013.

Article 4

Vérification du respect de la rémunération annuelle garantie

A la date du paiement du salaire du mois de décembre, l'employeur vérifiera que le montant total des rémunérations à prendre en considération est au moins égal au montant de la rémunération annuelle garantie. A défaut, un complément égal à la différence entre les rémunérations perçues et la rémunération annuelle garantie est versé avec la paie afférente à ce mois.

Pour vérifier si les salaires réels pratiqués ne sont pas inférieurs aux rémunérations annuelles garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les primes d'ancienneté prévues par l'article 36 de la convention collective ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 30 de la convention collective ;
- les revenus découlant de la législation sur l'intéressement et de la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Article 5

Respect des garanties conventionnelles

L'application du présent accord et en particulier des barèmes de rémunérations annuelles garanties ne peut avoir pour conséquence l'exclusion d'une quelconque disposition de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône, et notamment des articles 27, 28 et 29 relatifs aux majorations de salaires.

Article 6

Indemnité forfaitaire de nuit

L'indemnité fixée par l'article 29 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône appelée communément « prime de panier de nuit » est fixée à compter du 1^{er} mai 2013 à 6 €.

Article 7

Dates d'application de l'accord

Compte tenu des dispositions ci-dessus, l'application du présent accord s'opérera selon des dates différentes :

- la grille de rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté s'appliquera à compter du 1^{er} mai 2013 ;
- la nouvelle grille de rémunérations annuelles garanties s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- l'indemnité forfaitaire de nuit s'appliquera à compter du 1^{er} mai 2013.

Article 8

Notification et dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Lyon, le 4 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Rhône.

Syndicats de salariés :

CFTC Lyon ;

CGT-FO Rhône ;

SYMETAL 69 CFDT ;

CFE-CGC Rhône.

ANNEXE I

Barème I. – Rémunérations minimales hiérarchiques applicables à compter du 1^{er} mai 2013 (base 35 heures)

(Servant de base de calcul de la prime d'ancienneté)

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIERS (RMH majorée de 5 %)	ADMINISTRATEURS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier (RMH majorée de 7 %)
V	3	395		1 447,60		1 548,93
	2	365		1 337,65	AM7	1 431,29
	1	335		1 227,70	AM6	1 313,64
	1	305		1 117,76	AM5	1 196,00
IV	3	285	TA4	1 096,68	AM4	1 117,57
	2	270	TA3	1 038,96		
	1	255	TA2	981,26	AM3	999,95
III	3	240	TA1	923,53	AM2	941,12
	2	225		824,57		
	1	215	P3	827,32	AM1	843,07
II	3	190	P2	731,13		
	2	180		659,66		
	1	170	P1	654,16		
I	3	155	O3	619,76		
	2	145	O2	607,83		
	1	140	O1	606,44		

ANNEXE II

Barème II. – Rémunérations annuelles garanties applicables à compter du 1^{er} mai 2013 (base 35 heures)

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIERS	ADMINISTRATEURS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
V		395		27 863,16	27 863,16	29 783,75
	3	365		25 715,96	AM7 25 715,96	AM7 27 630,80
	2	335		23 651,04	AM6 23 651,04	AM6 25 539,18
	1	305		21 573,67	AM5 21 573,67	AM5 23 387,48
IV	3	285	TA4 20 876,02	20 134,27	AM4 20 134,27	AM4 21 826,97
	2	270	TA3 19 855,18	19 313,78		
	1	255	TA2 19 098,55	18 744,92	AM3 18 744,92	AM3 20 318,52
III	3	240	TA1 18 499,67	18 141,62	AM2 18 141,62	AM2 19 247,08
	2	225		17 818,12		
	1	215	P3 18 107,61	17 534,85	AM1 17 534,85	AM1 18 056,30
II	3	190	P2 17 741,70	17 392,12		
	2	180		17 351,77		
	1	170	P1 17 480,57	17 322,12		
I	3	155	O3 17 347,68	17 269,63		
	2	145	O2 17 274,03	17 253,49		
	1	140	O1 17 215,35	17 215,35		

Brochure n° 3301

Convention collective nationale
IDCC : 2098. – PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE

ADHÉSION PAR LETTRE DU 30 OCTOBRE 2012
DE LA FEC FO À LA CONVENTION

NOR : ASET1350648M
IDCC : 2098

Paris, le 30 octobre 2012.

La fédération des employés et cadres FO, 28, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, à la direction générale du travail, service des dépôts et extensions, 39-45, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Madame, Monsieur,

La fédération des employés et cadres FO vous informe, par la présente, de son adhésion à la convention collective des prestataires de services, dans les conditions prévues aux articles L. 2261-3 et suivants du code du travail.

Cette notification est adressée à l'ensemble des signataires et fait l'objet d'un dépôt.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La secrétaire fédérale.

Brochure n° 3073

Convention collective nationale

IDCC : 86. – ENTREPRISES DE LA PUBLICITÉ ET ASSIMILÉES

AVENANT DU 20 DÉCEMBRE 2012
RELATIF À L'OBSERVATOIRE PROSPECTIF ET ANALYTIQUE
DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

NOR : ASET1350630M

IDCC : 86

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de compléter et de perfectionner le fonctionnement de l'observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications préalablement créé.

Les organismes signataires ont constaté une erreur matérielle dans l'avenant sur la formation professionnelle tout au long de la vie signé le 1^{er} février 2012.

Le début de l'article 4 relatif à l'observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications tel que négocié n'est pas intégré dans le texte qui a été signé.

Les organisations signataires corrigent cette erreur matérielle par cet avenant et décident de confier le fonctionnement de cet observatoire à l'OPCA de la branche de la publicité, l'AFDAS.

Les organisations signataires sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

L'article 4 de l'accord du 1^{er} février 2012 est annulé et remplacé par le texte suivant :

« Article 4

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications

Les innovations techniques et technologiques propres au secteur de la publicité, la diversification des produits, des services et le développement de leur utilisation entraînent une transformation continue des métiers que la branche souhaite être en mesure d'anticiper.

Pour ce faire, la branche a mis en place, conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 et de la circulaire DRT n° 9 du 22 septembre 2004 (fiche n° 8), un observatoire prospectif des métiers et des qualifications professionnelles dénommé "Observatoire des métiers de la publicité", conformément aux dispositions de l'article 3 du titre III de l'accord du 1^{er} février 2012 relatif aux missions de la CPNEFP.

L'observatoire des métiers de la publicité est domicilié au siège de l'AFDAS, qui en assure le fonctionnement, actuellement sis 66, rue Stendhal, 75020 Paris.

4.1. Missions

Structure de réflexion, de suivi et de proposition, l'observatoire apporte, par ses travaux d'analyses et ses préconisations, son concours à l'identification des changements qui affectent ou sont susceptibles d'affecter le niveau et le contenu des qualifications et, par voie de conséquence, les besoins de formation initiale ou continue au sein de la branche.

Fort d'une connaissance approfondie des métiers existants, des compétences et des aptitudes requises, il a notamment pour missions :

- de suivre l'évolution des métiers, compétences et aptitudes de manière régulière au moyen d'études prospectives sur les métiers et les qualifications ; ces données sont essentielles pour pouvoir proposer des actions anticipatrices ou d'ajustement en termes de formation et d'égalité professionnelle précisées dans les priorités de la branche ;
- de formuler toute proposition sur les évolutions des métiers qui auraient des incidences sur les qualifications participant à la grille des classifications de la convention collective nationale des entreprises de la publicité et assimilées, auprès de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle de la publicité (CPNEFP), de la commission paritaire nationale des salaires et de la convention collective ;
- de fournir des données et des préconisations permettant :
 - la définition, par la CPNEFP, des priorités de formation professionnelle de la branche, l'établissement, par la CPNEFP, des listes des titres et certificats de qualification reconnus par la branche comme participant à sa politique de l'emploi ;
 - la définition des axes de développement de la formation professionnelle retenus tous les 3 ans par les signataires du présent accord ;
- d'établir un rapport annuel et de le communiquer : auprès des organisations syndicales d'employeurs et de salariés et de leurs mandants, auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, des partenaires scientifiques, d'autres observatoires ou toutes autres structures nationales et internationales, dans l'objectif d'animer la réflexion des entreprises sur le thème de la prospective ;
- d'une manière générale diffuser auprès des partenaires sociaux les bonnes pratiques dont il aura eu connaissance dans le cadre de ses missions.

Les modalités générales de communication des travaux de l'observatoire des métiers de la publicité sont arrêtées par le comité paritaire de pilotage.

La CPNEFP est consultée, une fois par an au minimum, sur le programme d'activité de l'observatoire et informée de son bilan d'activité.

4.2. Comité paritaire de pilotage

Le comité paritaire de pilotage est composé des membres de la CPNEFP, dont le président est désigné rapporteur de l'observatoire des métiers tant auprès de la commission paritaire des salaires et de la convention collective que de l'AFDAS.

Le comité paritaire de pilotage dispose notamment des attributions suivantes :

- il établit annuellement le programme de travail et prépare le budget prévisionnel correspondant ;
- il garantit la méthodologie et la pertinence des études et des actions à mettre en œuvre et préconise un ou plusieurs organismes qu'il aura présélectionnés ;
- il décide, le cas échéant, de la création de groupes de travail, leur assigne des objectifs tout en suivant l'évolution de leurs travaux ;
- il valide les documents produits et donne son avis sur la politique de publication et de diffusion des résultats ;
- il arrête les modalités de communication de l'observatoire.

Le comité paritaire de pilotage prend en compte en priorité les orientations privilégiées définies par la branche en matière de formation professionnelle et validées dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la branche de la publicité et l'AFDAS.

La CPNEFP déterminera un calendrier annuel de réunion en fonction du programme de travail de l'observatoire des métiers.

4.3. Moyens

Les ressources de l'observatoire se composent :

- d'une partie des contributions versées à l'AFDAS, et ce dans les conditions fixées par l'article R. 6332-36 (II, 3°) du code du travail par les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, dans la limite nécessaire pour couvrir les dépenses des études et travaux de l'observatoire, et sans que ce financement ne puisse excéder le plafond de prélèvement fixé par voie réglementaire desdites contributions ;
- de subventions qui pourraient lui être accordées par l'Etat, les collectivités publiques, tout organisme public, parapublic ou privé ou de toutes autres structures nationales, européennes et internationales ;
- de dons.

4.4. Fonctionnement

Les membres du comité paritaire de pilotage confient à l'AFDAS la mise en œuvre des missions de l'observatoire des métiers.

La gestion de son fonctionnement et de son financement fait l'objet d'une convention entre les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives de la branche et l'AFDAS suite aux délibérations de la CPNEF du 2 octobre 2012 et de la commission mixte paritaire du 16 octobre 2012. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet au jour du dépôt de celui-ci.

Ces dispositions s'intègrent dans l'avenant du 1^{er} février 2012.

Le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Il pourra être révisé et dénoncé selon les dispositions légales en vigueur.

Le présent avenant fait l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 20 décembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

AACC ;
PRESSPACE ;
SNA ;
SPG ;
SNPTV ;
UDECAM ;
UPE.

Syndicats de salariés :

F3C CFDT ;

SNP CFTC ;

SNCTPP CGC ;

FILPAC CGT ;

SNPEP FO ;

FEC FO.

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 122 DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1^{ER} DE L'ANNEXE A
NOR : ASET1350627M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 1^{er} de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme suit :

Dans le paragraphe 1, relatif au salaire de référence, le 1^{er} alinéa est inchangé.

Les 2 alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Pour l'exercice 2013, il est égal à 15,2284 € (augmentation moyenne annuelle de 1,17 %).

Pour les exercices 2014 et 2015, il évoluera en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue. »

Le paragraphe 2, relatif à la valeur du point, est désormais libellé comme suit :

« La valeur de service du point de retraite, paramètre servant au calcul des allocations, est fixée par le conseil d'administration de l'ARRCO ou, à défaut de décision de celui-ci, par la commission paritaire. La revalorisation du point prend effet au 1^{er} avril d'un exercice, sauf disposition particulière adoptée par les signataires du présent accord.

Au 1^{er} avril 2013, la valeur de service du point est fixée à 1,2513 € (revalorisation de 0,8 %, correspondant à une augmentation moyenne annuelle de 1,17 %).

Concernant les exercices 2014 et 2015, la valeur de service du point évoluera en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 123 DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 6 ET 7 ET DE L'ANNEXE C
NOR : ASET1350628M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 6 et 7 de l'accord du 8 décembre 1961 ainsi que l'annexe C audit accord sont modifiés comme ci-après :

Article 6

Le paragraphe 1, relatif au rôle de l'ARRCO, est inchangé.

Le paragraphe 2, relatif à la composition de l'ARRCO, est désormais libellé comme suit :

« L'ARRCO comprend des membres titulaires et des institutions adhérentes.

Les membres titulaires sont les organisations nationales signataires de l'accord du 8 décembre 1961, y compris les organisations nationales interprofessionnelles représentatives dans le champ de cet accord qui, après le 8 décembre 1961, y ont adhéré dans les conditions fixées à l'article L. 2261-4 du code du travail.

Les institutions adhérentes de l'ARRCO gèrent les opérations afférentes à la mise en œuvre de l'accord ; elles doivent avoir été autorisées à fonctionner en application de l'article L. 922-1 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime. »

Article 7

Dans le A du chapitre I^{er}, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire, le 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Pour l'accomplissement des fonctions visées ci-dessus, la commission paritaire est composée de deux représentants titulaires et d'un représentant suppléant de chacune des confédérations nationales de salariés, qui sont membres titulaires de l'ARRCO, et d'un nombre égal de représentants titulaires et suppléants de la délégation des employeurs, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA ⁽¹⁾. »

Dans le renvoi ⁽¹⁾, les 4^e et 7^e alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Un nombre égal de représentants de la délégation des employeurs, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA ; ».

Le reste du chapitre est inchangé.

Dans le chapitre II, intitulé « Commission paritaire chargée de l'approbation des comptes », les 4 premiers alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« La commission paritaire chargée de l'approbation des comptes a compétence pour :

- approuver les comptes de l'ARRCO, après avoir entendu le rapport de la commission de contrôle, ainsi que les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent ;
- approuver les conventions réglementées visées à l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale ;
- donner quitus au conseil d'administration de l'ARRCO sur l'accomplissement de sa mission ;
- nommer les commissaires aux comptes.

Elle est informée de la conclusion et de la modification de toute convention dont l'objet est de déléguer à un organisme extérieur tout ou partie des opérations liées au recouvrement des cotisations ou au versement des prestations. »

Dans le A du chapitre II, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes :

Le 1^{er} alinéa est désormais libellé comme suit :

« Pour accomplir les tâches visées aux précédents alinéas, la commission paritaire, qui se réunit une fois par an, est composée de quatre représentants titulaires et de deux suppléants pour chacune des confédérations nationales de salariés, qui sont membres titulaires de l'ARRCO, et d'un nombre égal de représentants titulaires et suppléants désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA. »

Le 2^e alinéa est inchangé.

Le 3^e alinéa est modifié comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie ne peuvent en aucun cas être salariés de la fédération ARRCO (ou d'un groupement dont la fédération fait partie), d'une institution adhérente de l'ARRCO ou d'un groupe d'institutions dont l'une relève de l'ARRCO. »

Sont insérés, entre le 3^e et le 4^e alinéa, 2 alinéas libellés comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

La durée du mandat des membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable. »

Dans le 4^e alinéa, qui devient le 6^e, le mot « votants » est remplacé par les termes « suffrages exprimés ».

Le 5^e alinéa, qui devient le 7^e, est désormais libellé comme suit :

« Les membres suppléants peuvent siéger à la commission paritaire dans les mêmes conditions que les membres titulaires, mais sans voix délibérative ; ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire ; ».

Le 6^e alinéa, qui devient le 8^e, est inchangé.

Il est inséré avant le dernier alinéa un alinéa libellé comme suit :

« Le vote intervient systématiquement à main levée ; ».

Le 7^e alinéa, qui devient le 10^e et dernier alinéa, est inchangé.

Le B du chapitre II, relatif à la saisine de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, est inchangé.

L'annexe C à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme suit :

Le paragraphe 2, intitulé : « Compétences territoriales », est modifié comme suit :

Dans le 7^e alinéa, les dénominations « UGRR-ISICA » et « UGRR » sont remplacées par la dénomination « AG2R Retraite ARRCO ».

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 23 B
NOR : ASET1350629M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La délibération 23 B intitulée « Statuts de l'ARRCO et règlement régissant les rapports entre l'ARRCO et les institutions de retraite complémentaire qui y adhèrent » est modifiée comme suit :

« Dans le cadre de la mission qui lui est confiée par l'article 6 de l'accord, la commission paritaire approuve :

- les statuts de l'ARRCO adoptés par le conseil d'administration le 28 mars 2013 ⁽¹⁾ ;
- le règlement... (le reste de l'alinéa est inchangé).

Ces textes figurent en annexe à la présente délibération. »

Il est créé un renvoi (1) libellé comme suit :

« Les nouveaux statuts entrent en vigueur dès leur approbation, étant précisé qu'en ce qui concerne le nombre de membres de chaque instance, c'est lors du prochain renouvellement de ces instances qu'ils trouveront à s'appliquer. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

STATUTS DE L'ARRCO

APPROUVÉS PAR LA COMMISSION PARITAIRE LE 28 MARS 2013

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Constitution

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale, il est créé une fédération d'institutions de retraite complémentaire dénommée « Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO), fédération d'institutions de retraite complémentaire régie par le code de la sécurité sociale », chargée de mettre en œuvre les dispositions de l'accord national interprofessionnel de retraite complémentaire du 8 décembre 1961 (ci-après dénommé « l'accord ») instaurant le régime de retraite complémentaire des salariés.

Personne morale de droit privé à but non lucratif et remplissant une mission d'intérêt général, elle est constituée en conformité avec l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale et des articles R. 922-6 à R. 922-31, ainsi que R. 922-43 à R. 922-61 de ce même code.

L'ARRCO fédère l'ensemble des institutions de retraite complémentaire agréées pour la gestion du régime visé à l'alinéa 1 du présent article.

Article 2

Siège social

Le siège social de l'ARRCO est fixé : 16-18, rue Jules-César, 75012 Paris.

Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du conseil d'administration notifiée au ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 3

Objet

L'ARRCO a pour objet la mise en œuvre de l'accord du 8 décembre 1961, des décisions prises pour son application par les organisations signataires de cet accord notamment au sein de la commission paritaire prévue à l'article 7 de l'accord, en vue d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité du régime visé à l'article 1^{er} ci-dessus, de réaliser entre les institutions adhérentes une compensation de leurs opérations prévue par l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale et de promouvoir entre elles une coordination appropriée ainsi que d'effectuer toute mission qui lui serait confiée dans le cadre de cet accord.

Elle assure le contrôle des institutions, dans le souci notamment de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux du régime.

Article 4

Durée

L'ARRCO est créée pour toute la durée de l'accord du 8 décembre 1961, sous réserve de l'application des dispositions du titre VIII des présents statuts.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

TITRE II

COMPOSITION

Article 5

Membres et institutions adhérentes

L'ARRCO comprend des membres titulaires et des institutions adhérentes.

a) Membres titulaires

Les membres titulaires sont les organisations nationales signataires de l'accord du 8 décembre 1961, y compris les organisations nationales interprofessionnelles représentatives dans le champ de cet accord qui, après le 8 décembre 1961, y ont adhéré dans les conditions fixées à l'article L. 2261-4 du code du travail.

b) Institutions adhérentes

Les institutions adhérentes de l'ARRCO sont les institutions de retraite complémentaire autorisées à fonctionner en application de l'article L. 922-1 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime réalisant à titre exclusif les opérations de gestion qu'implique la mise en œuvre du régime complémentaire de retraite des salariés, sans préjudice de l'action sociale qu'elles peuvent mettre en œuvre, après leur admission par le conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

Article 6

Admission des institutions adhérentes

L'admission d'une institution adhérente est prononcée par le conseil d'administration sous réserve qu'elle :

- compte un nombre minimal de 5 000 participants ;
- obtienne du ministère chargé de la sécurité sociale l'autorisation de fonctionner ;
- s'engage à satisfaire aux obligations résultant de l'accord.

Article 7

Durée de l'adhésion

L'adhésion à l'ARRCO est donnée pour toute la durée pendant laquelle l'institution est autorisée à réaliser les opérations de gestion résultant de l'accord.

Article 8

Obligations des institutions adhérentes

L'institution adhérente est tenue de respecter les obligations résultant de l'accord, notamment celles qui sont énumérées au règlement de l'ARRCO.

Article 9

Contrôle des institutions adhérentes

L'ARRCO vérifie que les institutions adhérentes effectuent leurs opérations conformément à la réglementation en vigueur, aux dispositions de l'accord, ainsi qu'à ses statuts et à son règlement.

Elle s'assure de la gestion et de la qualité du service offert par les institutions.

Elle veille notamment au respect des décisions prises par les partenaires sociaux et à la défense des intérêts matériels et moraux du régime.

Le contrôle de l'ARRCO s'effectue selon les modalités fixées par le titre VIII du règlement de l'ARRCO et en fonction des principes établis par la charte de l'audit.

Article 10

Sanctions

Lorsqu'une institution adhérente ne s'est pas conformée aux obligations qui lui incombent telles qu'elles résultent des dispositions de l'accord, des décisions de la commission paritaire, ainsi que des statuts, règlements et décisions de l'ARRCO ou n'a pas déféré aux injonctions de la fédération à la suite d'un contrôle, et en cas de non-respect du contrat d'objectifs signé entre l'institution et l'ARRCO, le conseil d'administration de l'ARRCO peut prononcer à l'encontre de l'institution, en tenant compte de la gravité du manquement constaté, l'une ou plusieurs des sanctions prévues par son règlement.

Article 11

Perte de la qualité d'institution adhérente

La qualité d'institution adhérente de l'ARRCO se perd en cas de :

- dissolution de l'institution, la perte de la qualité d'institution adhérente intervenant à la clôture des opérations de liquidation ;
- retrait de l'autorisation de fonctionnement de l'institution prononcé par arrêté du ministère chargé de la sécurité sociale, dans les conditions prévues par l'article R. 922-3 du code de la sécurité sociale.

TITRE III

ADMINISTRATION

Section 1

Conseil d'administration

Article 12

Composition

L'ARRCO est administrée par un conseil d'administration de 40 membres composé paritairement de représentants des entreprises adhérentes et des participants, soit :

- pour le collège des participants : 20 administrateurs titulaires désignés par les confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord, à raison de 4 sièges pour chacune d'entre elles ;
- pour le collège des adhérents : 20 administrateurs titulaires désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA.

Dix administrateurs suppléants, à raison de 5 par collège, seront désignés dans les mêmes conditions, à raison, pour le collège des participants, d'un siège par confédération syndicale de salariés signataire de l'accord.

Les administrateurs suppléants peuvent siéger au conseil d'administration dans les mêmes conditions que les administrateurs titulaires, mais sans voix délibérative.

Ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire.

Chaque organisation d'employeurs et de salariés doit veiller à désigner les administrateurs de façon à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Dans chaque collège, la moitié au moins des membres devra être choisie parmi les administrateurs des institutions adhérentes.

L'organisation qui a désigné un administrateur peut procéder à son remplacement en cours de mandat, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 15, alinéa 2, des présents statuts.

Article 13

Conditions requises pour être administrateur

Les administrateurs du collège des participants doivent avoir la qualité de participants du régime.

Les administrateurs du collège des adhérents doivent relever d'une entreprise adhérente au régime, à jour de ses cotisations.

Les administrateurs doivent être majeurs et ne pas avoir fait l'objet de condamnations prévues à l'article L. 922-8 du code de la sécurité sociale.

Une même personne ne peut appartenir simultanément à plus de 4 conseils d'administration d'institutions de retraite complémentaire ou de fédérations.

Les organisations d'employeurs et de salariés veillent à ce que les administrateurs qu'elles désignent n'exercent pas plus de 3 mandats de même niveau ⁽¹⁾ en même temps. Cette limitation fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration de la fédération.

L'administrateur qui méconnaît les dispositions des deux précédents alinéas lorsqu'il accède à un nouveau mandat, doit, dans les 3 mois suivant sa prise de fonction, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, il est réputé s'être démis de son mandat le plus récent, sans que soit de ce fait remise en cause la validité des délibérations auxquelles il a pris part.

Un administrateur d'une institution de retraite complémentaire, du groupement dont l'institution est membre, d'une personne morale liée directement ou indirectement à l'institution par convention, d'une fédération, ne peut être salarié de l'ARRCO ou d'un groupement dont la fédération fait partie durant son mandat ou le devenir qu'à l'issue d'une durée de 3 ans à compter de la fin de son mandat.

Un ancien salarié d'une institution de retraite complémentaire, d'un groupement dont l'institution est membre, d'une personne morale liée directement ou indirectement à l'institution par convention ou d'une fédération, ne peut être administrateur de l'ARRCO ou d'un groupement dont la fédération fait partie qu'à l'issue d'une durée de 3 ans à compter de la rupture de son contrat de travail.

Tout candidat aux fonctions d'administrateur doit faire connaître au conseil d'administration les autres fonctions qu'il exerce à la date de sa candidature.

Toute désignation intervenue en violation de ces dispositions est nulle. Cette nullité n'entraîne cependant pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur irrégulièrement désigné.

Les administrateurs doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Article 14

Durée du mandat

La durée du mandat des administrateurs, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

L'ARRCO notifie la date du renouvellement aux organisations nationales signataires de l'accord au moins 4 mois à l'avance.

L'identité, les coordonnées et la date de naissance des administrateurs sont notifiées à l'ARRCO par les organisations nationales signataires de l'accord dans le mois qui précède la date fixée pour la première réunion du conseil d'administration renouvelé et au plus tard à la date indiquée par la fédération.

(1) Par exemple : niveau interprofessionnel.

Article 15

Vacance d'un siège d'administrateur

La qualité d'administrateur se perd par décès, démission, perte de la qualité d'administrateur d'une institution adhérente de l'ARRCO, de la qualité de membre participant ou de représentant d'une entreprise adhérente, retrait du mandat par l'organisation intéressée, démission de l'organisation d'employeurs ou de salariés représentée, perte du mandat consécutive à 3 absences injustifiées dans l'année.

L'administrateur sortant est remplacé par un suppléant ou, à défaut, dans les 3 mois qui suivent, par une personne désignée par l'organisation concernée, la durée du mandat du nouvel administrateur étant égale à la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 16

Réunions et délibérations

Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et au moins 3 fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président, adressée aux administrateurs 15 jours au moins avant la date de la réunion.

La réunion du conseil est obligatoire si elle est demandée par la moitié au moins de ses membres titulaires.

Dans ce cas, la réunion a lieu dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois à compter de la date de la demande.

L'ordre du jour des réunions est fixé conjointement par le président et le vice-président du conseil d'administration.

L'ordre du jour doit être adressé aux administrateurs par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, au moins 8 jours à l'avance.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si, dans chaque collège, le nombre des administrateurs assistant à la séance et ayant le droit de vote est au moins égal à la moitié du nombre des administrateurs titulaires.

Pour la prise de décisions qu'il appartient au conseil d'administration de déterminer et sauf pour l'arrêté des comptes de la fédération et des comptes combinés de la fédération et de ses institutions adhérentes, sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Un droit d'opposition est prévu, lors d'une réunion tenue dans ces conditions, au profit de la moitié au moins des membres titulaires.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée avec le même ordre du jour. Elle doit se tenir dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le vote intervient systématiquement à main levée.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure dont l'ordre du jour ne doit comporter que les questions en cause et qui doit se tenir dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois, à l'exception des décisions relatives à la fixation des paramètres de fonctionnement du régime de l'ARRCO qui doivent être soumises à la commission paritaire de l'accord.

Un administrateur empêché peut se faire remplacer soit par un suppléant, soit par un administrateur du même collège auquel il aura donné pouvoir ; dans ce cas, l'administrateur d'un collège

déterminé ne peut disposer au cours d'une même séance que d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège.

Dans les rapports avec les tiers, l'ARRCO est engagée par les actes du conseil d'administration, même lorsque ceux-ci ne relèvent pas de son objet social, sauf à prouver que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Article 17

Procès-verbaux des réunions

Chaque réunion du conseil d'administration donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui doit figurer dans un registre prénuméroté conservé au siège de l'ARRCO.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président ou, à défaut, par un administrateur de chacun des collèges ayant pris part à la réunion. Tout extrait du registre de procès-verbaux est signé par le président ou par deux administrateurs.

La justification de la composition du conseil et des fonctions exercées par ses membres résulte suffisamment vis-à-vis de tiers de l'indication, dans tous les extraits du registre des procès-verbaux, des noms des administrateurs présents et absents.

Les procès-verbaux du conseil d'administration sont communiqués au ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 18

Pouvoirs du conseil d'administration

A. – Attributions

Le conseil a, pour la réalisation des opérations se rattachant à l'objet de l'ARRCO, les pouvoirs les plus étendus.

En particulier :

1. Il fixe chaque année les paramètres de fonctionnement du régime : salaire de référence et valeur du point ;
2. Il prend les mesures nécessaires à l'application des décisions de la commission paritaire et à la mise en œuvre de la compensation financière entre les institutions adhérentes de l'ARRCO ;
3. Il décide des modalités de répartition des prélèvements globaux sur cotisations affectés au financement des frais de gestion administrative et ceux affectés au financement de l'action sociale entre les institutions ;
4. Il prononce l'admission de toute institution adhérente de l'ARRCO ;
5. Il propose au ministre chargé de la sécurité sociale d'accorder ou de retirer l'autorisation de fonctionner aux institutions adhérentes de l'ARRCO ;
6. Il se prononce sur les modifications des textes statutaires des institutions adhérentes de l'ARRCO et les transmet pour approbation au ministre chargé de la sécurité sociale ;
7. Il prend toutes dispositions pour mettre en œuvre l'adhésion de l'ARRCO à un organisme de moyens afin de lui déléguer tout ou partie des opérations de gestion de la fédération ;
8. Il approuve les modalités de répartition des charges de l'organisme auquel l'ARRCO a délégué tout ou partie de la gestion de ses moyens ;
9. Il fixe le lieu du siège social de l'ARRCO ;
10. Sur proposition du bureau, il nomme, en dehors de ses membres, parmi les candidats proposés par un comité de nomination, le directeur général et le révoque ;

11. Il vote chaque année le budget de gestion de la fédération sur proposition du directeur général ;

12. Il arrête les comptes de l'ARRCO et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, après avoir pris connaissance des travaux de la commission de contrôle et des commissaires aux comptes, puis les transmet pour approbation à la commission paritaire élargie prévue au titre IV ci-après ;

13. Il prend connaissance du rapport spécifique établi annuellement par les commissaires aux comptes sur une fonction ou une activité particulière de l'ARRCO ;

14. Il prend connaissance, chaque année, du montant global de rémunération de l'équipe de direction, lors de la séance consacrée à l'arrêté des comptes ;

15. Il établit le rapport de gestion soumis à la commission paritaire élargie ;

16. Il consent les délégations de pouvoirs ;

17. Il élabore le règlement de l'ARRCO fixant les principes qui régissent les rapports entre la fédération et les institutions adhérentes et les règles communes qu'elles doivent respecter, qui doit être soumis à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 7 de l'accord ;

18. Il élabore les modifications statutaires soumises à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 7 de l'accord ;

19. Il peut établir tous règlements intérieurs pour l'application des présents statuts, appliquer ces règlements aux cas particuliers qui pourraient se présenter ;

20. Il donne son autorisation préalable à toute convention :

- entre l'ARRCO ou toute personne morale à qui elle a délégué tout ou partie de sa gestion et l'un de ses dirigeants au sens de l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale ;
- à laquelle un dirigeant est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la fédération par personne interposée ;
- entre l'ARRCO et toute personne morale, si l'un des dirigeants de la fédération est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur (général), membre du directoire ou du conseil de surveillance de cette personne morale,

le dirigeant concerné étant tenu d'informer le conseil d'administration dès qu'il a connaissance d'une convention à laquelle est applicable l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale ; l'administrateur intéressé ne peut pas prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée ;

21. Il est informé du montant et des conditions des prêts accordés au cours de l'année à chacun des dirigeants de l'ARRCO visés à l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale ;

22. Il applique les sanctions mentionnées à l'article R. 922-52 du code de la sécurité sociale et prévues par le règlement de l'ARRCO ;

23. Il encourage, facilite et, le cas échéant, organise tout regroupement d'institutions dans un objectif de mutualisation des coûts ;

24. Il donne son agrément préalable à la nomination du directeur général de chaque institution ; il est informé de son licenciement ;

25. Il donne un accord préalable à toute convention par laquelle une institution adhérente de l'ARRCO délègue à un organisme extérieur tout ou partie de sa gestion ;

26. Il approuve tout développement et dépense d'investissement informatique, immobilier et financier envisagés par les institutions dépassant un seuil fixé par lui ;

27. Il oriente la politique des placements de l'ARRCO ;

28. Il décide des immobilisations, procède aux acquisitions et ventes immobilières ;

29. Il décide de la prise de participation dans toute société civile ou commerciale ;

30. Il décide de l'ouverture ou de la clôture de tous les comptes financiers en précisant pour chacun d'eux les opérations qui devront y être imputées et leurs conditions d'utilisation ;

31. Il souscrit ou réalise tout emprunt ;

32. Il décide de déléguer ou d'accepter les fonctions de gérant, d'administrateur et de membre du conseil de surveillance de sociétés civiles ou commerciales dans lesquelles la fédération détient des participations ;

33. Il procède à la désignation, au remplacement et à la révocation des représentants permanents de la fédération.

B. – Pouvoirs délégués

a) Les compétences énumérées du 1 au 21 du paragraphe A ci-dessus relèvent de la compétence exclusive du conseil d'administration et ne peuvent faire l'objet d'aucune délégation de pouvoirs.

b) Les compétences énumérées du 22 au 33 ne peuvent être déléguées qu'au bureau.

c) Les compétences autres que celles énumérées du 1 au 33 dont dispose le conseil d'administration pour la réalisation des opérations se rattachant à l'objet de l'ARRCO peuvent faire l'objet d'une délégation à un ou plusieurs mandataires choisis au sein du conseil d'administration et à son directeur général.

Le conseil d'administration peut également déléguer des pouvoirs aux collaborateurs du directeur général à la demande de celui-ci.

d) Le conseil d'administration détermine les attributions, la durée et le contrôle des délégations de pouvoirs auxquelles il décide de procéder, étant précisé que le délégataire est tenu d'en rendre compte périodiquement au conseil d'administration.

Toute personne à laquelle le conseil d'administration a donné délégation est considérée comme dirigeant de la fédération au sens de l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale.

C. – Commissions

Le conseil d'administration se dote de commissions qui préparent ses décisions, sans jamais le dessaisir de ses pouvoirs, le conseil d'administration ayant seul pouvoir de décision.

Les membres de ces commissions, composées paritairement, sont choisis parmi les administrateurs.

Chaque commission doit transmettre au conseil d'administration un compte rendu détaillé de ses activités pour permettre à ce dernier de prendre ses décisions.

Ces commissions exercent leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration.

La composition des commissions dont la présidence est paritaire, leurs missions et la fréquence de leurs réunions sont fixées par le conseil d'administration.

Des membres extérieurs au conseil peuvent faire partie de ces commissions avec voix consultative.

Ainsi, le conseil d'administration de l'ARRCO est assisté des commissions suivantes :

a) Commission technique et administrative ;

b) Commission sociale ;

c) Commission financière ;

d) Commission informatique.

Il peut, pour des objets déterminés, choisir, même en dehors de ses membres, un ou plusieurs mandataires.

D. – Comités

Le conseil d'administration de l'ARRCO peut se doter de comités.

Il désigne, s'agissant du directeur général :

- un comité de nomination ;
- un comité de rémunération.

Article 19

Gratuité des fonctions

Les fonctions d'administrateur sont gratuites ; toutefois, les administrateurs ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions définies par le conseil d'administration, ainsi que des pertes de salaire effectivement subies au titre de l'exercice de leurs fonctions.

Les rémunérations des administrateurs sont maintenues par l'employeur et peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement auprès de l'ARRCO pour les activités liées à l'exercice de leur mandat qui sont effectuées sur leur temps de travail.

Les activités liées à l'exercice de leur mandat sont couvertes par une assurance souscrite par la fédération.

Article 20

Secret professionnel. – Devoir de confidentialité

Les membres du conseil d'administration et les membres des comités et commissions sont tenus au secret professionnel selon les règles prévues pour les administrateurs des organismes de sécurité sociale. A ce titre, ils sont passibles de l'application de l'article L. 226-13 du code pénal.

Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux séances du conseil d'administration et des comités et commissions sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président, le vice-président et le directeur général.

Les règles de confidentialité et de secret des délibérations des administrateurs s'exercent à l'égard de toute personne ou organisme autre que celui dont ils détiennent leur mandat.

Article 21

Formation des administrateurs

a) Au moment de l'entrée en fonction

Une description précise du mandat doit être fournie à chaque administrateur, avant qu'il occupe ses fonctions. Indépendamment de celle qui lui est faite par l'organisation d'employeurs ou de salariés qui le mandate, cette description est assurée par l'ARRCO au moyen d'une fiche de mandat validée par le conseil d'administration, précisant notamment les responsabilités assumées par les administrateurs.

Dès son entrée en fonction, une formation initiale, notamment technico-juridique, est proposée à l'administrateur.

Cette formation est assurée par l'ARRCO.

b) Pendant l'exercice du mandat

L'administrateur bénéficie également, de la part de la fédération, d'une information régulière sur l'ARRCO, son environnement économique et social, pour être en mesure d'appréhender sa mission et son mandat dans un contexte plus large.

c) Attestation des compétences acquises

La formation des administrateurs fait l'objet d'une attestation des compétences acquises délivrée par l'ARRCO. Cette attestation pourra être utilisée dans le cadre d'une VAE.

d) Procédure de reconnaissance des compétences acquises

La fédération devra obligatoirement engager, pour les porteurs des mandats de président, de vice-président et administrateur, avant le terme de leur deuxième mandat consécutif, une procédure de reconnaissance des compétences acquises, dont les modalités seront fixées par le conseil d'administration de l'ARRCO.

Article 22

Démission du conseil d'administration

En cas de démission collective, il sera immédiatement procédé au renouvellement intégral du conseil.

Pendant le délai nécessaire à ce renouvellement, le bureau du conseil démissionnaire veillera à l'expédition des affaires courantes.

Section 2

Bureau et présidence

Article 23

Composition et renouvellement du bureau

Tous les 2 ans, le conseil désigne parmi ses membres un bureau de composition paritaire comprenant 10 membres, dont un président et un vice-président.

Le président et le vice-président sont élus en alternance parmi les administrateurs appartenant à des collèges différents. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre un terme à leurs fonctions.

Nul ne peut exercer simultanément plus de 2 mandats de président ou de vice-président d'une institution de retraite complémentaire ou d'une fédération.

Nul ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de président ou de vice-président au sein de l'ARRCO et des institutions qui en relèvent.

L'administrateur qui méconnaît ces dispositions lorsqu'il accède à un nouveau mandat doit, dans les 3 mois suivant sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, il est réputé s'être démis du mandat le plus récent, sans que soit de ce fait remise en cause la validité des délibérations auxquelles il a pris part.

Les modalités de prise de parole publique des président et vice-président de la fédération doivent respecter le principe du paritarisme lorsqu'ils s'expriment au nom du conseil d'administration de l'ARRCO.

Article 24

Attributions

Le bureau prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement administratif de l'ARRCO, veille à l'expédition des affaires courantes, exerce les délégations que peut lui confier le conseil d'administration.

Le président ou, à défaut, le vice-président assure la régularité du fonctionnement de l'ARRCO, conformément aux présents statuts, convoque les réunions du conseil, préside les réunions du bureau et du conseil, signe tous actes, délibérations ou conventions, représente l'ARRCO en justice et dans les actes de la vie civile, fournit les renseignements statistiques et financiers prévus par les lois et règlements.

En cas d'empêchement prolongé du président, il est procédé à l'élection d'un nouveau président appartenant au même collège pour la durée du mandat restant à courir.

Le président et le vice-président fixent conjointement l'ordre du jour du conseil d'administration.

Les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du directeur général ainsi que sa rémunération incluant les avantages annexes (avantages en nature, etc.) sont fixés par le président en accord avec le vice-président, sur proposition d'un comité de rémunération.

Section 3

Directeur général

Article 25

Nomination

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration de l'ARRCO sur proposition de son bureau, parmi les candidats proposés par un comité de nomination.

Tout candidat aux fonctions de directeur général doit informer le conseil d'administration des autres fonctions qu'il exercerait à la date de sa candidature, afin que le conseil d'administration puisse apprécier leur compatibilité avec les fonctions de directeur général de l'ARRCO.

Le directeur général est tenu d'informer le conseil d'administration de toute fonction qui pourrait lui être confiée ultérieurement. Le conseil d'administration statue dans le délai de 1 mois sur la compatibilité de ces fonctions avec celles du directeur général.

Les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du directeur général ainsi que sa rémunération incluant les avantages annexes (avantages en nature, etc.) sont fixés par le président en accord avec le vice-président, sur proposition d'un comité de rémunération.

Article 26

Attributions

Le directeur général est notamment chargé :

1. D'informer le conseil d'administration de la marche générale du régime ;
2. D'établir le projet de budget de gestion ;
3. De recevoir toutes les recettes et d'engager toutes les dépenses prévues par le budget de gestion approuvé par le conseil d'administration ;
4. D'exécuter les décisions relatives aux immobilisations et aux placements prises par le conseil d'administration et le bureau.

Le directeur général présente le bilan régulier de la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées et rend compte de ses activités au conseil d'administration et au bureau.

La responsabilité de l'ARRCO est engagée par les décisions du directeur général, sauf lorsque ces décisions excèdent le cadre de la délégation qui lui a été consentie par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 18 B, alinéa 1.

Article 27

Limite d'âge

La limite d'âge à l'exercice des fonctions de directeur général de l'ARRCO est celle prévue par le 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le directeur général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Toutefois le conseil d'administration peut décider, s'il le juge nécessaire, de reporter cette limite d'âge pour une durée limitée qu'il fixe.

TITRE IV

COMMISSION PARITAIRE ÉLARGIE

Article 28

Composition et fonctionnement

La commission paritaire élargie est l'instance représentative des adhérents et des participants du régime.

Conformément à l'article 7 de l'accord, la commission paritaire élargie est composée de 40 membres titulaires et 20 membres suppléants, à raison de 4 représentants titulaires et de 2 suppléants pour chacune des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord et d'un nombre égal de représentants des employeurs, titulaires et suppléants, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA.

La moitié au minimum des représentants de chaque organisation au sein de la commission paritaire élargie ne doit pas exercer concomitamment les fonctions d'administrateurs de l'ARRCO.

Les membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Les membres de la commission paritaire élargie ne peuvent en aucun cas être salariés de la fédération ARRCO ou d'un groupement dont la fédération fait partie, d'une institution adhérente de l'ARRCO ou d'un groupe dont l'une des institutions adhère à l'ARRCO.

La commission paritaire élargie ne délibère valablement que si le nombre des membres participant à la séance et ayant le droit de vote est, dans chaque collège, au moins égal à la moitié du nombre des titulaires.

A défaut de ce quorum, une seconde réunion est convoquée dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à 1 mois. Elle délibère quel que soit le nombre de participants.

Les décisions de la commission paritaire élargie sont prises à la majorité des suffrages exprimés dans chaque collège, étant précisé que :

- les membres suppléants peuvent siéger à la commission dans les mêmes conditions que les membres titulaires, mais sans voix délibérative ; ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire ;
- le vote par procuration est admis, chaque membre ne pouvant être porteur que d'un seul mandat.

Le vote intervient systématiquement à main levée.

Article 29

Durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

Article 30

Attributions

La commission paritaire élargie a compétence pour :

- a) Approuver les comptes de l'ARRCO et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent après avoir entendu le rapport de gestion, les rapports des commissaires aux comptes et celui de la commission de contrôle des comptes ;
- b) Donner quitus au conseil d'administration de l'ARRCO sur l'accomplissement de sa mission ;

- c) Nommer pour 6 ans les commissaires aux comptes et leurs suppléants chargés de certifier les comptes de l'ARRCO et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent ;
- d) Approuver les conventions définies à l'article 18 (A, 20) des présents statuts après avoir entendu le rapport spécial établi par le commissaire aux comptes sur ces conventions ;
- e) Prendre connaissance de la conclusion et de la modification de toute convention dont l'objet est de déléguer à un organisme extérieur tout ou partie des opérations liées au recouvrement des cotisations ou au versement des prestations.

Article 31

Réunions. – Convocation

La commission paritaire élargie est réunie au moins une fois par an, dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice, au siège social de l'ARRCO ou en tout autre lieu du même département ou de la même région.

La commission paritaire élargie est réunie à l'initiative des organisations signataires de l'accord du 8 décembre 1961 ou par le conseil d'administration de l'ARRCO ou, en cas de carence, par les commissaires aux comptes.

Les membres de la commission paritaire élargie sont convoqués par correspondance dans un délai d'au moins 15 jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour de la commission paritaire élargie est arrêté par l'auteur de la convocation et adressé aux membres de la commission au moins 8 jours avant la réunion.

L'inscription à l'ordre du jour de la commission paritaire élargie de toute question relevant de sa compétence est de droit quand elle est demandée par la moitié au moins des membres titulaires de l'un des collèges de la commission.

Sont joints à cet ordre du jour tous documents utiles à la préparation de la commission, notamment, au titre du dernier exercice écoulé, les comptes de l'ARRCO et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, ainsi que les rapports de gestion et d'activité de la fédération.

Les délibérations de la commission paritaire élargie sont constatées par des procès-verbaux qui font état du nombre des membres présents ou représentés.

TITRE V

CONTRÔLE DE L'ARRCO

Section 1

Contrôle et audit

Article 32

Commission de contrôle

a) Composition

La commission de contrôle est composée de 10 membres titulaires et 10 membres suppléants, non membres du conseil d'administration de l'ARRCO, ainsi désignés :

- pour le collège des adhérents, 5 titulaires et 5 suppléants désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA ;
- pour le collège des participants, 5 titulaires et 5 suppléants désignés par les confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par organisation.

Les membres suppléants ne siègent qu'en remplacement du titulaire absent.

La durée du mandat des membres de la commission de contrôle, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

Les membres de la commission de contrôle, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Tous les 2 ans, la commission de contrôle désigne en son sein un président et un vice-président, qui sont élus en alternance parmi les membres appartenant à des collèges différents.

b) Attributions

Une commission de contrôle vérifie chaque année les comptes de la fédération.

Elle prend connaissance :

- des travaux des commissaires aux comptes de la fédération ;
- de la réalisation du budget ;
- du rapport de contrôle interne ;
- de la cartographie des risques.

Elle propose à la commission paritaire élargie la nomination des commissaires aux comptes dans les conditions de l'article 34 des présents statuts.

Le résultat de ses travaux est consigné dans un rapport signé par son président et vice-président ou, à défaut, par un membre de chacun des collèges ayant pris part à la réunion. Il est rendu compte de ce rapport au conseil d'administration et à la commission paritaire élargie prévue au titre IV des présents statuts en vue de l'approbation des comptes.

Article 33

Audit de mandature

Le conseil d'administration de l'ARRCO diligente un audit de mandature sur le fonctionnement de la fédération et la gestion du régime.

Cet audit est effectué à chaque renouvellement du conseil d'administration de l'organisme de moyens auquel elle adhère, sur la période écoulée depuis le dernier renouvellement de cette instance.

Section 2

Commissaires aux comptes

Article 34

Nomination

Pour effectuer la certification des comptes de l'ARRCO ainsi que des comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, la commission paritaire élargie, prévue au titre IV des présents statuts, désigne, sur proposition de la commission de contrôle statuant sur appel d'offres, 2 commissaires aux comptes titulaires et 2 commissaires aux comptes suppléants pour un mandat de 6 ans.

Pris en dehors du conseil d'administration et du personnel de l'ARRCO, les commissaires aux comptes doivent être choisis sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce. Les dispositions du code de commerce concernant les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité et la révocation des commissaires aux comptes sont applicables aux commissaires aux comptes de l'ARRCO.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont à la charge de l'ARRCO. Leur montant est fixé d'un commun accord entre les commissaires aux comptes et la fédération en tenant compte de l'importance du travail nécessaire à l'accomplissement de la mission légale de contrôle.

Le commissaire aux comptes nommé par la commission paritaire élargie en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Article 35

Incompatibilités

Les commissaires aux comptes ne peuvent être nommés dirigeants (administrateur, directeur, directeur général) de la fédération qu'ils contrôlent moins de 5 années après la cessation de leurs fonctions. La même interdiction s'applique aux associés, actionnaires ou dirigeants d'une société de commissaires aux comptes à laquelle ils appartiennent. Pendant le même délai, ils ne peuvent exercer les mêmes fonctions dans les sociétés dont la fédération possède le dixième du capital lors de la cessation des fonctions du commissaire aux comptes.

Les personnes ayant été dirigeant ou salarié de l'ARRCO ne peuvent être nommées commissaires aux comptes moins de 5 ans après la cessation de leurs fonctions. Pendant le même délai, elles ne peuvent être nommées commissaires aux comptes dans les sociétés dont la fédération détenait le dixième du capital lors de la cessation de leurs fonctions. Ces interdictions sont applicables aux sociétés de commissaires aux comptes dont un ancien dirigeant ou un ancien salarié de l'ARRCO sont associés, actionnaires ou dirigeants.

Article 36

Attributions

Les commissaires aux comptes exécutent leur mission conformément à la loi et aux diligences de la profession.

Les commissaires aux comptes établissent un rapport général de certification des comptes accompagné d'un rapport spécial relatif aux conventions réglementées visées à l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale. Ils exposent dans leur rapport général les conditions d'accomplissement de leur mission en mentionnant, le cas échéant, les difficultés de toute nature qu'ils ont rencontrées.

Ils établissent également annuellement et présentent au conseil d'administration un rapport spécifique sur une fonction ou sur une activité particulière de la fédération significative en termes d'analyse du risque.

Les commissaires aux comptes certifient également que les comptes combinés de la fédération ARRCO et des institutions qui en relèvent sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de l'ensemble des institutions qui relèvent de l'ARRCO. La certification des comptes combinés est délivrée notamment après examen des travaux des commissaires aux comptes des institutions adhérentes.

Les commissaires aux comptes ainsi que leurs collaborateurs et experts sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance dans le cadre de leurs fonctions.

TITRE VI

ORGANISATION FINANCIÈRE

Article 37

Ressources

Les ressources de l'ARRCO comprennent :

- la part du prélèvement global sur cotisations de l'ensemble des institutions pour la couverture des frais de gestion et d'administration de l'ARRCO ainsi que de toutes sommes destinées à faire face aux différentes charges, y compris les projets nationaux ;
- les produits ou revenus des fonds, valeurs ou autres biens ;
- les dons, legs et toutes autres ressources non interdites par la loi.

Article 38

Dépenses

Les dépenses comprennent :

- les frais de gestion et d'administration de l'ARRCO ;
- toutes les sommes destinées à faire face aux différentes charges ainsi qu'aux projets nationaux.

Article 39

Placements

La part des réserves techniques, des réserves de gestion administrative et de tout fonds appartenant au régime, gérée par la fédération, est placée conformément aux dispositions prévues par le règlement financier de l'ARRCO.

TITRE VII

STATUTS, RÈGLEMENT FINANCIER ET RÈGLEMENTS INTÉRIEURS

Article 40

Elaboration. – Modification

1. Le conseil d'administration élabore les modifications statutaires et les soumet à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 7 de l'accord. Ces modifications n'entrent en vigueur qu'après l'approbation du ministre chargé de la sécurité sociale.

2. Le conseil d'administration élabore et modifie le règlement de l'ARRCO qui régit les rapports entre la fédération et les institutions adhérentes et les règles communes qu'elles doivent respecter et le soumet à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 7 de l'accord et du ministère chargé de la sécurité sociale.

3. Il adopte le règlement financier et tous règlements intérieurs qu'il estime opportun pour l'application des présents statuts.

Le texte des statuts, le règlement de l'ARRCO, le règlement financier et les règlements intérieurs sont communiqués à chacune des institutions membres.

TITRE VIII

DISSOLUTION. – FUSION

Article 41

Dissolution

En cas de dissolution, les conditions de liquidation de l'ARRCO sont fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 42

Fusion

La fusion de l'ARRCO peut intervenir si elle est prévue par un accord national interprofessionnel.

Cet accord fixe les modalités de désignation des membres de la commission paritaire constitutive de la nouvelle fédération et les modalités d'adoption des projets de statuts et de règlement de la fédération issue de la fusion. Ces projets précisent les conditions dans lesquelles sont repris les droits et obligations des fédérations préexistantes.

Les projets de statuts et de règlement sont approuvés par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale après avis des commissions paritaires de chaque fédération préexistante. Cette approbation vaut autorisation de fonctionnement.

A l'achèvement des opérations de transfert des droits et obligations des fédérations ayant fusionné, le ministre chargé de la sécurité sociale constate la caducité des autorisations de fonctionnement des fédérations préexistantes par lettre adressée à la fédération qui leur a succédé.

TITRE IX

FINANCEMENT DU PARITARISME DE GESTION

Article 43

Périmètre du financement

Indépendamment du défraiement individuel des administrateurs prévu à l'article 19 des présents statuts, le financement du paritarisme recouvre les frais engagés par les organisations d'employeurs et de salariés gestionnaires du régime, dans les conditions arrêtées par le conseil d'administration de la fédération.

L'attribution intervient dans les limites fixées par une convention financière signée entre l'ARRCO et chacune des organisations d'employeurs et de salariés gestionnaires du régime, qui prévoit, notamment, la production de justificatifs et un plafond de dépenses globales.

TITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 44

Rapport d'activité du régime

Le conseil d'administration adopte chaque année un rapport sur l'activité du régime. Ce rapport est communiqué aux membres titulaires et aux institutions adhérentes.

Ce rapport d'activité est mis à disposition des entreprises adhérentes et des participants du régime.

Article 45

Réunions d'information des administrateurs des institutions adhérentes

Des réunions d'information des administrateurs de la fédération et des institutions adhérentes de l'ARRCO se tiennent régulièrement et selon des modalités définies par le conseil d'administration.

Article 46

Juridiction compétente en cas de litige

Toute action qui pourrait être intentée en exécution des dispositions réglementaires et toute contestation qui pourrait s'élever relativement à l'application des présents statuts et des règlements, seront soumises à la juridiction compétente en application des articles 42 à 48 du code de procédure civile.

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A 271 DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 2 ET 37 DE L'ANNEXE I
NOR : ASET1350623M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT cadres ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 2 et 37 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 sont modifiés comme ci-après :

Article 2

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Les 2 alinéas suivants sont désormais libellés comme suit :

« Pour l'exercice 2013, il est égal à 5,3006 € (augmentation moyenne annuelle de 0,95 %).

Pour les exercices 2014 et 2015, il évoluera en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue. »

Article 37

Le 1^{er} alinéa est inchangé.

Les 3 derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Au 1^{er} avril 2013, la valeur de service du point est fixée à 0,4352 € (revalorisation de 0,5 %, correspondant à une augmentation moyenne annuelle de 0,95 %).

Concernant les exercices 2014 et 2015, la valeur de service du point évoluera en fonction de l'évolution moyenne annuelle des prix hors tabac, moins 1 point, sans pouvoir diminuer en valeur absolue. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A 272 DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 15 ET 27 DE L'ANNEXE I
NOR : ASET1350624M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT cadres ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 15 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 ainsi que l'article 27 de l'annexe I à ladite convention sont modifiés comme ci-après :

Article 15

Le chapitre I^{er} est inchangé.

Dans le chapitre II, intitulé « Commission paritaire chargée de l'approbation des comptes », les 4 premiers alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« La commission paritaire chargée de l'approbation des comptes a compétence pour :

- approuver les comptes de l'AGIRC, après avoir entendu le rapport de la commission de contrôle, ainsi que les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent ;
- approuver les conventions réglementées visées à l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale ;
- donner quitus au conseil d'administration de l'AGIRC sur l'accomplissement de sa mission ;
- nommer les commissaires aux comptes.

Elle est informée de la conclusion et de la modification de toute convention dont l'objet est de déléguer à un organisme extérieur tout ou partie des opérations liées au recouvrement des cotisations ou au versement des prestations. »

Dans le A du chapitre II, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes :

– le début du 1^{er} alinéa est modifié comme suit :

« Pour accomplir les tâches visées aux précédents alinéas, ... », le reste de l'alinéa est inchangé ;

– le 2^e alinéa est inchangé ;

– le 3^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie ne peuvent en aucun cas être salariés de la fédération AGIRC (ou d'un groupement dont la fédération fait partie), d'une institution adhérente de l'AGIRC ou d'un groupe dont l'une des institutions adhère à l'AGIRC. »

Sont insérés, entre le 3^e et le 4^e alinéa, 2 alinéas libellés comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

La durée du mandat des membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable. »

Dans le 4^e alinéa, qui devient le 6^e alinéa, le mot « votants » est remplacé par les termes « suffrages exprimés ».

Le 5^e alinéa, qui devient le 7^e, est désormais libellé comme suit :

« Les membres suppléants peuvent siéger à la commission paritaire dans les mêmes conditions que les membres titulaires, mais sans voix délibérative ; ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire ; ».

Le 6^e alinéa, qui devient le 8^e, est inchangé.

Il est inséré avant le dernier alinéa un alinéa libellé comme suit :

« Le vote intervient systématiquement à main levée ; ».

Le 7^e alinéa, qui devient le 10^e et dernier alinéa, est inchangé.

Le B, relatif à la saisine de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, est inchangé.

Article 27

Le dernier alinéa de l'article 27 est modifié comme suit :

« Les comptes de la fédération doivent être examinés par une commission de contrôle dont la composition est fixée par les statuts de l'AGIRC. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 28 MARS 2013
RELATIF À LA SUPPRESSION DE LA DÉLIBÉRATION D 53
NOR : ASET1350625M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT cadres ;

La CFE-CGC ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La délibération D 53 intitulée « Composition de la commission de contrôle visée à l'article 27 de l'annexe I à la convention » est supprimée.

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION D 54
NOR : ASET1350626M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFDT cadres ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La délibération D 54, intitulée « Statuts de l'AGIRC et règlement régissant les rapports entre l'AGIRC et les institutions de retraite complémentaire qui y adhèrent », est modifiée comme suit :

« Dans le cadre de la mission qui lui est confié par l'article 27 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947, la commission paritaire approuve :

- les statuts de l'AGIRC adoptés par le conseil d'administration le 27 mars 2013⁽¹⁾ ;
- le règlement ... (le reste de l'alinéa est inchangé).

Ces textes figurent en annexe à la présente délibération. »

Il est créé un renvoi (1) libellé comme suit :

« Les nouveaux statuts entrent en vigueur dès leur approbation, étant précisé qu'en ce qui concerne les modalités de désignation des administrateurs et le nombre de membres de chaque instance, c'est lors du prochain renouvellement de ces instances qu'ils trouveront à s'appliquer. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE
STATUTS DE L'AGIRC
APPROUVÉS PAR LA COMMISSION PARITAIRE LE 28 MARS 2013

TITRE I^{ER}
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Constitution

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale, il est créé une fédération d'institutions de retraite complémentaire dénommée « Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), fédération d'institutions de retraite complémentaire régie par le code de la sécurité sociale », chargée de mettre en œuvre les dispositions de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 (ci-après dénommée « la convention ») instaurant le régime de retraite complémentaire des cadres.

Personne morale de droit privé à but non lucratif et remplissant une mission d'intérêt général, elle est constituée en conformité avec l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale et des articles R. 922-6 à R. 922-31, ainsi que R. 922-43 à R. 922-61 de ce même code.

L'AGIRC fédère l'ensemble des institutions de retraite complémentaire agréées pour la gestion du régime visé à l'alinéa 1 du présent article.

Article 2

Siège social

Le siège social de l'AGIRC est fixé : 16-18, rue Jules-César, 75012 Paris.

Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du conseil d'administration notifiée au ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 3

Objet

L'AGIRC a pour objet la mise en œuvre de la convention du 14 mars 1947, des décisions prises pour son application par les organisations signataires de cette convention notamment au sein de la commission paritaire prévue à l'article 15 de la convention, en vue d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité du régime visé à l'article 1^{er} ci-dessus, de réaliser entre les institutions adhérentes une compensation de leurs opérations prévue par l'article L. 922-4 du code de la sécurité sociale et de promouvoir entre elles une coordination appropriée ainsi que d'effectuer toute mission qui lui serait confiée dans le cadre de cette convention.

Elle assure le contrôle des institutions, dans le souci notamment de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux du régime.

Article 4

Durée

L'AGIRC est créée pour toute la durée de la convention du 14 mars 1947, sous réserve de l'application des dispositions du titre VIII des présents statuts.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

TITRE II

COMPOSITION

Article 5

Membres et institutions adhérentes

L'AGIRC comprend des membres titulaires et des institutions adhérentes.

a) Membres titulaires

Les membres titulaires sont les organisations nationales signataires de la convention du 14 mars 1947, y compris les organisations nationales interprofessionnelles représentatives dans le champ de cette convention qui, après le 14 mars 1947, y ont adhéré dans les conditions fixées à l'article L. 2261-4 du code du travail.

b) Institutions adhérentes

Les institutions adhérentes de l'AGIRC sont les institutions de retraite complémentaire autorisées à fonctionner en application de l'article L. 922-1 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 727-2 du code rural et de la pêche maritime réalisant à titre exclusif les opérations de gestion qu'implique la mise en œuvre du régime complémentaire de retraite des cadres, sans préjudice de l'action sociale qu'elles peuvent mettre en œuvre, après leur admission par le conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

Article 6

Admission des institutions adhérentes

L'admission d'une institution adhérente est prononcée par le conseil d'administration sous réserve qu'elle :

- compte un nombre minimal de 5 000 participants ;
- obtienne du ministère chargé de la sécurité sociale l'autorisation de fonctionner ;
- s'engage à satisfaire aux obligations résultant de la convention.

Article 7

Durée de l'adhésion

L'adhésion à l'AGIRC est donnée pour toute la durée pendant laquelle l'institution est autorisée à réaliser les opérations de gestion résultant de la convention.

Article 8

Obligations des institutions adhérentes

L'institution adhérente est tenue de respecter les obligations résultant de la convention, notamment celles qui sont énumérées au règlement de l'AGIRC.

Article 9

Contrôle des institutions adhérentes

L'AGIRC vérifie que les institutions adhérentes effectuent leurs opérations conformément à la réglementation en vigueur, aux dispositions de la convention ainsi qu'à ses statuts et à son règlement.

Elle s'assure de la gestion et de la qualité du service offert par les institutions.

Elle veille notamment au respect des décisions prises par les partenaires sociaux et à la défense des intérêts matériels et moraux du régime.

Le contrôle de l'AGIRC s'effectue selon les modalités fixées par le titre VIII du règlement de l'AGIRC et en fonction des principes établis par la charte de l'audit.

Article 10

Sanctions

Lorsqu'une institution adhérente ne s'est pas conformée aux obligations qui lui incombent telles qu'elles résultent des dispositions de la convention, des décisions de la commission paritaire ainsi que des statuts, règlements ou décisions de l'AGIRC ou n'a pas déféré aux injonctions de la fédération à la suite d'un contrôle, et en cas de non-respect du contrat d'objectifs signé entre l'institution et l'AGIRC, le conseil d'administration de l'AGIRC peut prononcer à l'encontre de l'institution, en tenant compte de la gravité du manquement constaté, l'une ou plusieurs des sanctions prévues par son règlement.

Article 11

Perte de la qualité d'institution adhérente

La qualité d'institution adhérente de l'AGIRC se perd en cas de :

- dissolution de l'institution, la perte de la qualité d'institution adhérente intervenant à la clôture des opérations de liquidation ;
- retrait de l'autorisation de fonctionnement de l'institution prononcé par arrêté du ministère chargé de la sécurité sociale, dans les conditions prévues par l'article R. 922-3 du code de la sécurité sociale.

TITRE III

ADMINISTRATION

Section 1

Conseil d'administration

Article 12

Composition

L'AGIRC est administrée par un conseil d'administration de 40 membres composé paritairement de représentants des entreprises adhérentes et des participants, soit :

- pour le collège des participants : 20 administrateurs titulaires désignés par les organisations syndicales de cadres signataires de la convention, à raison de 4 sièges pour chacune d'entre elles ;
- pour le collège des adhérents : 20 administrateurs titulaires désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA.

Dix administrateurs suppléants, à raison de 5 par collège, seront désignés dans les mêmes conditions, à raison, pour le collège des participants, d'un siège par organisation syndicale de cadres signataire de la convention.

Les administrateurs suppléants peuvent siéger au conseil d'administration dans les mêmes conditions que les administrateurs titulaires, mais sans voix délibérative. Ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire.

Chaque organisation d'employeurs et de salariés doit veiller à désigner les administrateurs de façon à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Dans chaque collège, la moitié au moins des membres devra être choisie parmi les administrateurs des institutions adhérentes.

L'organisation qui a désigné un administrateur peut procéder à son remplacement en cours de mandat, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 15, alinéa 2, des présents statuts.

Article 13

Conditions requises pour être administrateur

Les administrateurs du collège des participants doivent avoir la qualité de participants du régime.

Les administrateurs du collège des adhérents doivent relever d'une entreprise adhérente au régime, à jour de ses cotisations.

Les administrateurs doivent être majeurs et ne pas avoir fait l'objet de condamnations prévues à l'article L. 922-8 du code de la sécurité sociale.

Une même personne ne peut appartenir simultanément à plus de 4 conseils d'administration d'institutions de retraite complémentaire ou de fédérations.

Les organisations d'employeurs et de salariés veillent à ce que les administrateurs qu'elles désignent n'exercent pas plus de 3 mandats de même niveau ⁽¹⁾ en même temps. Cette limitation fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration de la fédération.

L'administrateur qui méconnaît les dispositions des deux précédents alinéas lorsqu'il accède à un nouveau mandat doit, dans les 3 mois suivant sa prise de fonction, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, il est réputé s'être démis de son mandat le plus récent, sans que soit de ce fait remise en cause la validité des délibérations auxquelles il a pris part.

Un administrateur d'une institution de retraite complémentaire, du groupement dont l'institution est membre, d'une personne morale liée directement ou indirectement à l'institution par convention, d'une fédération, ne peut être salarié de l'AGIRC ou d'un groupement dont la fédération fait partie durant son mandat ou le devenir qu'à l'issue d'une durée de 3 ans à compter de la fin de son mandat.

Un ancien salarié d'une institution de retraite complémentaire, d'un groupement dont l'institution est membre, d'une personne morale liée directement ou indirectement à l'institution par convention ou d'une fédération, ne peut être administrateur de l'AGIRC ou d'un groupement dont la fédération fait partie qu'à l'issue d'une durée de 3 ans à compter de la rupture de son contrat de travail.

Tout candidat aux fonctions d'administrateur doit faire connaître au conseil d'administration les autres fonctions qu'il exerce à la date de sa candidature.

Toute désignation intervenue en violation de ces dispositions est nulle. Cette nullité n'entraîne pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur irrégulièrement désigné.

Les administrateurs doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Article 14

Durée du mandat

La durée du mandat des administrateurs, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

L'AGIRC notifie la date du renouvellement aux organisations signataires de la convention au moins 4 mois à l'avance.

L'identité, les coordonnées et la date de naissance des administrateurs sont notifiées à l'AGIRC par les organisations signataires de la convention dans le mois qui précède la date fixée pour la première réunion du conseil d'administration renouvelé et au plus tard à la date indiquée par la fédération.

Article 15

Vacance d'un siège d'administrateur

La qualité d'administrateur se perd par décès, démission, perte de la qualité d'administrateur d'une institution adhérente de l'AGIRC, de la qualité de membre participant ou de représentant

(1) Par exemple : niveau interprofessionnel.

d'une entreprise adhérente, retrait du mandat par l'organisation intéressée, démission de l'organisation d'employeurs ou de salariés représentée, perte du mandat consécutive à 3 absences injustifiées dans l'année.

L'administrateur sortant est remplacé par un suppléant ou, à défaut, dans les 3 mois qui suivent, par une personne désignée par l'organisation concernée, la durée du mandat du nouvel administrateur étant égale à la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 16

Réunions et délibérations

Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et au moins 3 fois par an, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement, du vice-président, adressée aux administrateurs 15 jours au moins avant la date de la réunion.

La réunion du conseil est obligatoire si elle est demandée par la moitié au moins de ses membres titulaires.

Dans ce cas, la réunion a lieu dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois à compter de la date de la demande.

L'ordre du jour des réunions est fixé conjointement par le président et le vice-président du conseil d'administration.

L'ordre du jour doit être adressé aux administrateurs par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, au moins 8 jours à l'avance.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si, dans chaque collège, le nombre des administrateurs assistant à la séance et ayant le droit de vote est au moins égal à la moitié du nombre des administrateurs titulaires.

Pour la prise de décisions qu'il appartient au conseil d'administration de déterminer et sauf pour l'arrêté des comptes de la fédération et des comptes combinés de la fédération et de ses institutions adhérentes, sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Un droit d'opposition est prévu, lors d'une réunion tenue dans ces conditions, au profit de la moitié au moins des membres titulaires.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée avec le même ordre du jour. Elle doit se tenir dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le vote intervient systématiquement à main levée.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure dont l'ordre du jour ne doit comporter que les questions en cause et qui doit se tenir dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et supérieur à 1 mois, à l'exception des décisions relatives à la fixation des paramètres de fonctionnement du régime de l'AGIRC qui doivent être soumises à la commission paritaire de la convention.

Un administrateur empêché peut se faire remplacer soit par un suppléant, soit par un administrateur du même collège auquel il aura donné pouvoir ; dans ce cas, l'administrateur d'un collège déterminé ne peut disposer au cours d'une même séance que d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège.

Dans les rapports avec les tiers, l'AGIRC est engagée par les actes du conseil d'administration, même lorsque ceux-ci ne relèvent pas de son objet social, sauf à prouver que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Article 17

Procès-verbaux des réunions

Chaque réunion du conseil d'administration donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui doit figurer dans un registre prénuméroté conservé au siège de l'AGIRC.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président ou, à défaut, par un administrateur de chacun des collèges ayant pris part à la réunion. Tout extrait du registre de procès-verbaux est signé par le président ou par deux administrateurs.

La justification de la composition du conseil et des fonctions exercées par ses membres résulte suffisamment vis-à-vis de tiers de l'indication, dans tous les extraits du registre des procès-verbaux, des noms des administrateurs présents et absents.

Les procès-verbaux du conseil d'administration sont communiqués au ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 18

Pouvoirs du conseil d'administration

A. – Attributions

Le conseil a, pour les opérations se rattachant à l'objet de l'AGIRC, les pouvoirs les plus étendus.

En particulier :

1. Il fixe chaque année les paramètres de fonctionnement du régime : salaire de référence et valeur du point ;
2. Il prend les mesures nécessaires à l'application des décisions de la commission paritaire et à la mise en œuvre de la compensation financière entre les institutions adhérentes de l'AGIRC ;
3. Il décide des modalités de répartition des prélèvements globaux sur cotisations affectés au financement des frais de gestion administrative et ceux affectés au financement de l'action sociale entre les institutions ;
4. Il prononce l'admission de toute institution adhérente de l'AGIRC ;
5. Il propose au ministre chargé de la sécurité sociale d'accorder ou de retirer l'autorisation de fonctionner aux institutions adhérentes de l'AGIRC ;
6. Il se prononce sur les modifications des textes statutaires des institutions adhérentes de l'AGIRC et les transmet pour approbation au ministre chargé de la sécurité sociale ;
7. Il prend toutes dispositions pour mettre en œuvre l'adhésion de l'AGIRC à un organisme de moyens afin de lui déléguer tout ou partie des opérations de gestion de la fédération ;
8. Il approuve les modalités de répartition des charges de l'organisme auquel l'AGIRC a délégué tout ou partie de la gestion de ses moyens ;
9. Il fixe le lieu du siège social de l'AGIRC ;
10. Sur proposition du bureau, il nomme, en dehors de ses membres, parmi les candidats proposés par un comité de nomination, le directeur général et le révoque ;
11. Il vote chaque année le budget de gestion de la fédération sur proposition du directeur général ;
12. Il arrête les comptes de l'AGIRC et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, après avoir pris connaissance des travaux de la commission de contrôle et des commissaires aux comptes, puis les transmet pour approbation à la commission paritaire élargie prévue au titre IV ci-après ;

13. Il prend connaissance du rapport spécifique établi annuellement par les commissaires aux comptes sur une fonction ou une activité particulière de l'AGIRC ;
14. Il prend connaissance, chaque année, du montant global de rémunération de l'équipe de direction, lors de la séance consacrée à l'arrêté des comptes ;
15. Il établit le rapport de gestion soumis à la commission paritaire élargie ;
16. Il consent les délégations de pouvoirs ;
17. Il élabore le règlement de l'AGIRC fixant les principes qui régissent les rapports entre la fédération et les institutions adhérentes et les règles communes qu'elles doivent respecter, qui doit être soumis à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 15 de la convention ;
18. Il élabore les modifications statutaires soumises à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 15 de la convention ;
19. Il peut établir tous règlements intérieurs pour l'application des présents statuts, appliquer ces règlements aux cas particuliers qui pourraient se présenter ;
20. Il donne son autorisation préalable à toute convention :
 - entre l'AGIRC ou toute personne morale à qui elle a délégué tout ou partie de sa gestion et l'un de ses dirigeants au sens de l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale ;
 - à laquelle un dirigeant est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la fédération par personne interposée ;
 - entre l'AGIRC et toute personne morale, si l'un des dirigeants de la fédération est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur (général), membre du directoire ou du conseil de surveillance de cette personne morale,le dirigeant concerné étant tenu d'informer le conseil d'administration dès qu'il a connaissance d'une convention à laquelle est applicable l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale ; l'administrateur intéressé ne peut pas prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée ;
21. Il est informé du montant et des conditions des prêts accordés au cours de l'année à chacun des dirigeants de l'AGIRC visés à l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale ;
22. Il applique les sanctions mentionnées à l'article R. 922-52 du code de la sécurité sociale et prévues par le règlement de l'AGIRC ;
23. Il encourage, facilite et, le cas échéant, organise tout regroupement d'institutions dans un objectif de mutualisation des coûts ;
24. Il donne son agrément préalable à la nomination du directeur général de chaque institution ; il est informé de son licenciement ;
25. Il donne un accord préalable à toute convention par laquelle une institution adhérente de l'AGIRC délègue à un organisme extérieur tout ou partie de sa gestion ;
26. Il approuve tout développement et dépense d'investissement informatique, immobilier et financier envisagés par les institutions dépassant un seuil fixé par lui ;
27. Il oriente la politique des placements de l'AGIRC ;
28. Il décide des immobilisations, procède aux acquisitions et ventes immobilières ;

29. Il décide de la prise de participation dans toute société civile ou commerciale ;
30. Il décide de l'ouverture ou de la clôture de tous les comptes financiers en précisant pour chacun d'eux les opérations qui devront y être imputées et leurs conditions d'utilisation ;
31. Il souscrit ou réalise tout emprunt ;
32. Il décide de déléguer ou d'accepter les fonctions de gérant, d'administrateur et de membre du conseil de surveillance de sociétés civiles ou commerciales dans lesquelles la fédération détient des participations ;
33. Il procède à la désignation, au remplacement et à la révocation des représentants permanents de la fédération.

B. – Pouvoirs délégués

- a) Les compétences énumérées du 1 au 21 du paragraphe A ci-dessus relèvent de la compétence exclusive du conseil d'administration et ne peuvent faire l'objet d'aucune délégation de pouvoirs.
- b) Les compétences énumérées du 22 au 33 ne peuvent être déléguées qu'au bureau.
- c) Les compétences autres que celles énumérées du 1 au 33 dont dispose le conseil d'administration pour la réalisation des opérations se rattachant à l'objet de l'AGIRC peuvent faire l'objet d'une délégation à un ou plusieurs mandataires choisis au sein du conseil d'administration et à son directeur général.

Le conseil d'administration peut également déléguer des pouvoirs aux collaborateurs du directeur général à la demande de celui-ci.

- d) Le conseil d'administration détermine les attributions, la durée et le contrôle des délégations de pouvoirs auxquelles il décide de procéder, étant précisé que le délégataire est tenu d'en rendre compte périodiquement au conseil d'administration.

Toute personne à laquelle le conseil d'administration a donné délégation est considérée comme dirigeant de la fédération au sens de l'article R. 922-24 du code de la sécurité sociale.

C. – Commissions

Le conseil d'administration se dote de commissions qui préparent ses décisions, sans jamais le dessaisir de ses pouvoirs, le conseil d'administration ayant seul pouvoir de décision.

Les membres de ces commissions, composées paritairement, sont choisis parmi les administrateurs.

Chaque commission doit transmettre au conseil d'administration un compte rendu détaillé de ses activités pour permettre à ce dernier de prendre ses décisions.

Ces commissions exercent leur activité sous la responsabilité du conseil d'administration.

La composition des commissions dont la présidence est paritaire, leurs missions et la fréquence de leurs réunions sont fixées par le conseil d'administration.

Des membres extérieurs au conseil peuvent faire partie de ces commissions avec voix consultative.

Ainsi, le conseil d'administration de l'AGIRC est assisté des commissions suivantes :

- a) Commission technique et administrative ;
- b) Commission sociale ;
- c) Commission financière ;

d) Commission informatique.

Il peut, pour des objets déterminés, choisir, même en dehors de ses membres, un ou plusieurs mandataires.

D. – Comités

Le conseil d'administration de l'AGIRC peut se doter de comités.

Il désigne, s'agissant du directeur général :

- un comité de nomination ;
- un comité de rémunération.

Article 19

Gratuité des fonctions

Les fonctions d'administrateur sont gratuites ; toutefois, les administrateurs ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions définies par le conseil d'administration, ainsi que des pertes de salaire effectivement subies au titre de l'exercice de leurs fonctions.

Les rémunérations des administrateurs sont maintenues par l'employeur et peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement auprès de l'AGIRC pour les activités liées à l'exercice de leur mandat qui sont effectuées sur leur temps de travail.

Les activités liées à l'exercice de leur mandat sont couvertes par une assurance souscrite par la fédération.

Article 20

Secret professionnel. – Devoir de confidentialité

Les membres du conseil d'administration et les membres des comités et commissions sont tenus au secret professionnel selon les règles prévues pour les administrateurs des organismes de sécurité sociale. A ce titre, ils sont passibles de l'application de l'article L. 226-13 du code pénal.

Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux séances du conseil d'administration et des comités et commissions sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président, le vice-président et le directeur général.

Les règles de confidentialité et de secret des délibérations des administrateurs s'exercent à l'égard de toute personne ou organisme autre que celui dont ils détiennent leur mandat.

Article 21

Formation des administrateurs

a) Au moment de l'entrée en fonction

Une description précise du mandat doit être fournie à chaque administrateur, avant qu'il occupe ses fonctions. Indépendamment de celle qui lui est faite par l'organisation d'employeurs ou de salariés qui le mandate, cette description est assurée par l'AGIRC au moyen d'une fiche de mandat validée par le conseil d'administration, précisant notamment les responsabilités assumées par les administrateurs.

Dès son entrée en fonction, une formation initiale, notamment technico-juridique, est proposée à l'administrateur.

Cette formation est assurée par l'AGIRC.

b) Pendant l'exercice du mandat

L'administrateur bénéficie également, de la part de la fédération, d'une information régulière sur l'AGIRC, son environnement économique et social, pour être en mesure d'appréhender sa mission et son mandat dans un contexte plus large.

c) Attestation des compétences acquises

La formation des administrateurs fait l'objet d'une attestation des compétences acquises délivrée par l'AGIRC. Cette attestation pourra être utilisée dans le cadre d'une VAE.

d) Procédure de reconnaissance des compétences acquises

La fédération devra obligatoirement engager, pour les porteurs des mandats de président, de vice-président et administrateur, avant le terme de leur deuxième mandat consécutif, une procédure de reconnaissance des compétences acquises, dont les modalités seront fixées par le conseil d'administration de l'AGIRC.

Article 22

Démission du conseil d'administration

En cas de démission collective, il sera immédiatement procédé au renouvellement intégral du conseil.

Pendant le délai nécessaire à ce renouvellement, le bureau du conseil démissionnaire veillera à l'expédition des affaires courantes.

Section 2

Bureau et présidence

Article 23

Composition et renouvellement du bureau

Tous les 2 ans, le conseil désigne parmi ses membres un bureau de composition paritaire comprenant 10 membres, dont un président et un vice-président.

Le président et le vice-président sont élus en alternance parmi les administrateurs appartenant à des collèges différents. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre un terme à leurs fonctions.

Nul ne peut exercer simultanément plus de 2 mandats de président ou de vice-président d'une institution de retraite complémentaire ou d'une fédération.

Nul ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de président ou de vice-président au sein de l'AGIRC et des institutions qui en relèvent.

L'administrateur qui méconnaît ces dispositions lorsqu'il accède à un nouveau mandat doit, dans les 3 mois suivant sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, il est réputé s'être démis du mandat le plus récent, sans que soit de ce fait remise en cause la validité des délibérations auxquelles il a pris part.

Les modalités de prise de parole publique des président et vice-président de la fédération doivent respecter le principe du paritarisme lorsqu'ils s'expriment au nom du conseil d'administration de l'AGIRC.

Article 24

Attributions

Le bureau prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement administratif de l'AGIRC, veille à l'expédition des affaires courantes, exerce les délégations que peut lui confier le conseil d'administration.

Le président ou, à défaut, le vice-président assure la régularité du fonctionnement de l'AGIRC, conformément aux présents statuts, convoque les réunions du conseil, préside les réunions du bureau et du conseil, signe tous actes, délibérations ou conventions, représente l'AGIRC en justice et dans les actes de la vie civile, fournit les renseignements statistiques et financiers prévus par les lois et règlements.

En cas d'empêchement prolongé du président, il est procédé à l'élection d'un nouveau président appartenant au même collège pour la durée du mandat restant à courir.

Le président et le vice-président fixent conjointement l'ordre du jour du conseil d'administration.

Les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du directeur général ainsi que sa rémunération incluant les avantages annexes (avantages en nature, etc.) sont fixés par le président en accord avec le vice-président, sur proposition d'un comité de rémunération.

Section 3

Directeur général

Article 25

Nomination

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration de l'AGIRC sur proposition de son bureau, parmi les candidats proposés par un comité de nomination.

Tout candidat aux fonctions de directeur général doit informer le conseil d'administration des autres fonctions qu'il exercerait à la date de sa candidature, afin que le conseil d'administration puisse apprécier leur compatibilité avec les fonctions de directeur général de l'AGIRC.

Le directeur général est tenu d'informer le conseil d'administration de toute fonction qui pourrait lui être confiée ultérieurement. Le conseil d'administration statue dans le délai de 1 mois sur la compatibilité de ces fonctions avec celles de directeur général.

Les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du directeur général ainsi que sa rémunération incluant les avantages annexes (avantages en nature, etc.) sont fixés par le président en accord avec le vice-président, sur proposition d'un comité de rémunération.

Article 26

Attributions

Le directeur général est notamment chargé :

1. D'informer le conseil d'administration de la marche générale du régime ;
2. D'établir le projet de budget de gestion ;
3. De recevoir toutes les recettes et d'engager toutes les dépenses prévues par le budget de gestion approuvé par le conseil d'administration ;
4. D'exécuter les décisions relatives aux immobilisations et aux placements prises par le conseil d'administration et le bureau.

Le directeur général présente le bilan régulier de la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées et rend compte de ses activités au conseil d'administration et au bureau.

La responsabilité de l'AGIRC est engagée par les décisions du directeur général, sauf lorsque ces décisions excèdent le cadre de la délégation qui lui a été donnée par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 18 B, alinéa 1.

Article 27

Limite d'âge

La limite d'âge à l'exercice des fonctions de directeur général de l'AGIRC est celle prévue par le 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le directeur général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Toutefois, le conseil d'administration peut décider, s'il le juge nécessaire, de reporter cette limite d'âge pour une durée limitée qu'il fixe.

TITRE IV

COMMISSION PARITAIRE ÉLARGIE

Article 28

Composition et fonctionnement

La commission paritaire élargie est l'instance représentative des adhérents et des participants du régime.

Conformément à l'article 15 de la convention, la commission paritaire élargie est composée 40 membres titulaires et 20 membres suppléants à raison de 4 représentants titulaires et de 2 suppléants pour chacune des organisations syndicales de cadres signataires de la convention et d'un nombre égal de représentants des employeurs, titulaires et suppléants, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA.

La moitié au minimum des représentants de chaque organisation au sein de la commission paritaire élargie ne doit pas exercer concomitamment les fonctions d'administrateurs de l'AGIRC.

Les membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Les membres de la commission paritaire élargie ne peuvent en aucun cas être salariés de la fédération AGIRC ou d'un groupement dont la fédération fait partie, d'une institution adhérente de l'AGIRC ou d'un groupe dont l'une des institutions adhère à l'AGIRC.

La commission paritaire élargie ne délibère valablement que si le nombre des membres participant à la séance et ayant le droit de vote est, dans chaque collège, au moins égal à la moitié du nombre des titulaires.

A défaut de ce quorum, une seconde réunion est convoquée dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours et supérieur à 1 mois. Elle délibère quel que soit le nombre de participants.

Les décisions de la commission paritaire élargie sont prises à la majorité des suffrages exprimés dans chaque collège, étant précisé que :

- les membres suppléants peuvent siéger à la commission dans les mêmes conditions que les membres titulaires, mais sans voix délibérative ; ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire ;
- le vote par procuration est admis, chaque membre ne pouvant être porteur que d'un seul mandat.

Le vote intervient systématiquement à main levée.

Article 29

Durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

Article 30

Attributions

La commission paritaire élargie a compétence pour :

- a) Approuver les comptes de l'AGIRC et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent après avoir entendu le rapport de gestion, les rapports des commissaires aux comptes et celui de la commission de contrôle des comptes ;
- b) Donner quitus au conseil d'administration de l'AGIRC sur l'accomplissement de sa mission ;
- c) Nommer pour 6 ans les commissaires aux comptes et leurs suppléants chargés de certifier les comptes de l'AGIRC et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent ;
- d) Approuver les conventions définies à l'article 18 (A, 20) des présents statuts après avoir entendu le rapport spécial établi par le commissaire aux comptes sur ces conventions ;
- e) Prendre connaissance de la conclusion et de la modification de toute convention dont l'objet est de déléguer à un organisme extérieur tout ou partie des opérations liées au recouvrement des cotisations ou au versement des prestations.

Article 31

Réunions. – Convocation

La commission paritaire élargie est réunie au moins une fois par an, dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice, au siège social de l'AGIRC ou en tout autre lieu du même département ou de la même région.

La commission paritaire élargie est réunie à l'initiative des organisations signataires de la convention du 14 mars 1947 ou par le conseil d'administration de l'AGIRC ou, en cas de carence, par les commissaires aux comptes.

Les membres de la commission paritaire élargie sont convoqués par correspondance dans un délai d'au moins 15 jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour de la commission paritaire élargie est arrêté par l'auteur de la convocation et adressé aux membres de la commission au moins 8 jours avant la réunion.

L'inscription à l'ordre du jour de la commission paritaire élargie de toute question relevant de sa compétence est de droit quand elle est demandée par la moitié au moins des membres titulaires de l'un des collèges de la commission.

Sont joints à cet ordre du jour tous documents utiles à la préparation de la commission, notamment, au titre du dernier exercice écoulé, les comptes de l'AGIRC et les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, ainsi que les rapports de gestion et d'activité de la fédération.

Les délibérations de la commission paritaire élargie sont constatées par des procès-verbaux qui font état du nombre des membres présents ou représentés.

TITRE V

CONTRÔLE DE L'AGIRC

Section 1

Contrôle et audit

Article 32

Commission de contrôle

a) Composition

La commission de contrôle est composée de 10 membres titulaires et 10 membres suppléants, non membres du conseil d'administration de l'AGIRC, ainsi désignés :

- pour le collège des adhérents, 5 titulaires et 5 suppléants désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA ;
- pour le collège des participants, 5 titulaires et 5 suppléants désignés par les organisations syndicales de cadres signataires de la convention, à raison d'un titulaire et d'un suppléant par organisation.

Les membres suppléants ne siègent qu'en remplacement du titulaire absent.

La durée du mandat des membres de la commission de contrôle, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable.

Les membres de la commission de contrôle, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

Tous les 2 ans, la commission de contrôle désigne en son sein un président et un vice-président, qui sont élus en alternance parmi les membres appartenant à des collèges différents.

b) Attributions

La commission de contrôle vérifie chaque année les comptes de la fédération.

Elle prend notamment connaissance :

- des travaux des commissaires aux comptes de la fédération ;
- de la réalisation du budget ;
- du rapport de contrôle interne ;
- de la cartographie des risques.

Elle propose à la commission paritaire élargie la nomination des commissaires aux comptes dans les conditions de l'article 34 des présents statuts.

Le résultat de ses travaux est consigné dans un rapport signé par son président et vice-président ou, à défaut, par un membre de chacun des collèges ayant pris part à la réunion. Il est rendu compte de ce rapport au conseil d'administration et à la commission paritaire élargie prévue au titre IV des présents statuts en vue de l'approbation des comptes.

Article 33

Audit de mandature

Le conseil d'administration de l'AGIRC diligente un audit de mandature sur le fonctionnement de la fédération et la gestion du régime.

Cet audit est effectué à chaque renouvellement du conseil d'administration de l'organisme de moyens auquel elle adhère, sur la période écoulée depuis le dernier renouvellement de cette instance.

Section 2

Commissaires aux comptes

Article 34

Nomination

Pour effectuer la certification des comptes de l'AGIRC ainsi que des comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent, la commission paritaire élargie, prévue au titre IV des présents statuts, désigne, sur proposition de la commission de contrôle statuant sur appel d'offres, 2 commissaires aux comptes titulaires et 2 commissaires aux comptes suppléants pour un mandat de 6 ans.

Pris en dehors du conseil d'administration et du personnel de l'AGIRC, les commissaires aux comptes doivent être choisis sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce. Les dispositions du code de commerce concernant les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité et la révocation des commissaires aux comptes sont applicables aux commissaires aux comptes de l'AGIRC.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont à la charge de l'AGIRC. Leur montant est fixé d'un commun accord entre les commissaires aux comptes et la fédération en tenant compte de l'importance du travail nécessaire à l'accomplissement de la mission légale de contrôle.

Le commissaire aux comptes nommé par la commission paritaire élargie en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Article 35

Incompatibilités

Les commissaires aux comptes ne peuvent être nommés dirigeants (administrateurs, directeur, directeur général) de la fédération qu'ils contrôlent moins de 5 années après la cessation de leurs fonctions. La même interdiction s'applique aux associés, actionnaires ou dirigeants d'une société de commissaires aux comptes à laquelle ils appartiennent. Pendant le même délai, ils ne peuvent exercer les mêmes fonctions dans les sociétés dont la fédération possède le dixième du capital lors de la cessation des fonctions du commissaire aux comptes.

Les personnes ayant été dirigeant ou salarié de l'AGIRC ne peuvent être nommées commissaires aux comptes moins de 5 ans après la cessation de leurs fonctions. Pendant le même délai, elles ne peuvent être nommées commissaires aux comptes dans les sociétés dont la fédération détenait le dixième du capital lors de la cessation de leurs fonctions. Ces interdictions sont applicables aux sociétés de commissaires aux comptes dont un ancien dirigeant ou un ancien salarié de l'AGIRC sont associés, actionnaires ou dirigeants.

Article 36

Attributions

Les commissaires aux comptes exécutent leur mission conformément à la loi et aux diligences de la profession.

Les commissaires aux comptes établissent un rapport général de certification des comptes accompagné d'un rapport spécial relatif aux conventions réglementées visées à l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale. Ils exposent dans leur rapport général les conditions d'accomplissement de leur mission en mentionnant, le cas échéant, les difficultés de toute nature qu'ils ont rencontrées.

Ils établissent également annuellement et présentent au conseil d'administration un rapport spécifique sur une fonction ou sur une activité particulière de la fédération significative en termes d'analyse du risque.

Les commissaires aux comptes certifient également que les comptes combinés de la fédération AGIRC et des institutions qui en relèvent sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de l'ensemble des institutions qui relèvent de l'AGIRC. La certification des comptes combinés est délivrée notamment après examen des travaux des commissaires aux comptes des institutions de retraite des cadres.

Les commissaires aux comptes ainsi que leurs collaborateurs et experts sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance dans le cadre de leurs fonctions.

TITRE VI ORGANISATION FINANCIÈRE

Article 37

Ressources

Les ressources de l'AGIRC comprennent :

- la part du prélèvement global sur cotisations de l'ensemble des institutions pour la couverture des frais de gestion et d'administration de l'AGIRC ainsi que de toutes sommes destinées à faire face aux différentes charges y compris les projets nationaux ;
- les produits et revenus des fonds, valeurs ou autres biens ;
- les dons, legs et toutes autres ressources non interdites par la loi.

Article 38

Dépenses

Les dépenses comprennent :

- les frais de gestion et d'administration de l'AGIRC ;
- toutes les sommes destinées à faire face aux différentes charges ainsi qu'aux projets nationaux.

Article 39

Placements

La part des réserves techniques, des réserves de gestion administrative et de tout fonds appartenant au régime, gérée par la fédération, est placée conformément aux dispositions prévues par le règlement financier de l'AGIRC.

TITRE VII STATUTS, RÈGLEMENT FINANCIER ET RÈGLEMENTS INTÉRIEURS

Article 40

Elaboration. – Modification

1. Le conseil d'administration élabore les modifications statutaires et les soumet à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 15 de la convention.

Ces modifications n'entrent en vigueur qu'après l'approbation du ministre chargé de la sécurité sociale.

2. Le conseil d'administration élabore et modifie le règlement de l'AGIRC qui régit les rapports entre la fédération et les institutions adhérentes et les règles communes qu'elles doivent respecter et le soumet à l'approbation de la commission paritaire prévue à l'article 15 de la convention et du ministère chargé de la sécurité sociale.

3. Il adopte le règlement financier et tous règlements intérieurs qu'il estime opportun pour l'application des présents statuts.

Le texte des statuts, le règlement de l'AGIRC, le règlement financier et les règlements intérieurs sont communiqués à chacune des institutions membres.

TITRE VIII

DISSOLUTION. – FUSION

Article 41

Dissolution

En cas de dissolution, les conditions de liquidation de l'AGIRC sont fixées par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 42

Fusion

La fusion de l'AGIRC peut intervenir si elle est prévue par un accord national interprofessionnel.

Cet accord fixe les modalités de désignation des membres de la commission paritaire constitutive de la nouvelle fédération et les modalités d'adoption des projets de statuts et de règlement de la fédération issue de la fusion. Ces projets précisent les conditions dans lesquelles sont repris les droits et obligations des fédérations préexistantes.

Les projets de statuts et de règlement sont approuvés par arrêté du ministère chargé de la sécurité sociale après avis des commissions paritaires de chaque fédération préexistante. Cette approbation vaut autorisation de fonctionnement.

A l'achèvement des opérations de transfert des droits et obligations des fédérations ayant fusionné, le ministre chargé de la sécurité sociale constate la caducité des autorisations de fonctionnement des fédérations préexistantes par lettre adressée à la fédération qui leur a succédé.

TITRE IX

FINANCEMENT DU PARITARISME DE GESTION

Article 43

Périmètre du financement

Indépendamment du défraiement individuel des administrateurs prévu à l'article 19 des présents statuts, le financement du paritarisme recouvre les frais engagés par les organisations d'employeurs et de salariés gestionnaires du régime, dans les conditions arrêtées par le conseil d'administration de la fédération.

L'attribution intervient dans les limites fixées par une convention financière signée entre l'AGIRC et chacune des organisations d'employeurs et de salariés gestionnaires du régime, qui prévoit, notamment, la production de justificatifs et un plafond de dépenses globales.

TITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 44

Rapport d'activité du régime

Le conseil d'administration adopte chaque année un rapport sur l'activité du régime. Ce rapport est communiqué aux membres titulaires et aux institutions adhérentes.

Ce rapport d'activité est mis à disposition des entreprises adhérentes et des participants du régime.

Article 45

Réunions d'information des administrateurs des institutions adhérentes

Des réunions d'information des administrateurs de la fédération et des institutions adhérentes de l'AGIRC se tiennent régulièrement et selon des modalités définies par le conseil d'administration.

Article 46

Juridiction compétente en cas de litige

Toute action qui pourrait être intentée en exécution des dispositions réglementaires et toute contestation qui pourrait s'élever relativement à l'application des présents statuts et des règlements, seront soumises à la juridiction compétente en application des articles 42 à 48 du code de procédure civile.

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

**IDCC : 2147. – ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

AVENANT N° 4 DU 20 FÉVRIER 2013
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1350635M

IDCC : 2147

Entre :

La FP2E ;

La FDEI,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FDEA CFE-CGC ;

La CFDT Interco,

D'autre part,

étant exposé que le décret du 22 septembre 2010 relatif aux organismes collecteurs paritaires agréés des fonds de la formation professionnelle continue nécessite de compléter ou modifier certains éléments de l'accord de branche sur la formation professionnelle en date du 14 janvier 2005 et de ses avenants n° 1 et 2 des 28 janvier 2010 et 20 mai 2011, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Période de professionnalisation

L'article 4 de l'accord de branche sur la formation professionnelle en date du 14 janvier 2005, modifié par l'avenant n° 1 du 28 janvier 2010 et l'avenant n° 2 du 20 mai 2011 est abrogé et remplacé par les alinéas suivants :

« Conformément à l'article L. 6324-1 du code du travail, la période de professionnalisation a pour objectif de favoriser le maintien dans l'emploi des salariés en contrat à durée indéterminée. A cet effet, elle peut comprendre des actions d'évaluation et d'accompagnement.

Les personnes éligibles à la mise en place d'une période de professionnalisation sont prioritairement les salariés de niveau de qualification 5 et infra et/ou les personnes dont l'emploi est impacté par la mise en œuvre de nouvelles technologies ou de nouvelles organisations du travail, notamment les publics identifiés par l'observatoire des métiers comme relevant d'emplois en décroissance.

Les personnes prioritairement éligibles à la mise en place d'une période de professionnalisation sont également :

- les salariés ayant au moins 20 ans d'activité professionnelle, ou âgés de 45 ans et plus, avec au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ;
- les femmes reprenant leur activité professionnelle après un congé de maternité ou les hommes et les femmes après un congé parental d'éducation ;
- les salariés de retour d'une maladie ou d'une absence pour accident de travail de plus de 12 mois ;
- les bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnés à l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- les salariés dont l'inaptitude physique a été reconnue par la médecine du travail et qui nécessite une mesure de reclassement dans un autre poste.

La durée minimale des périodes de professionnalisation est fixée à 70 heures. Le taux de prise en charge pour les personnes éligibles à ces périodes de professionnalisation est fixé à 35 € hors taxes par heure de formation.

Les périodes de professionnalisation des salariés de 45 ans et plus s'effectuent prioritairement sur 12 mois glissants et pourront s'étendre le cas échéant sur une durée de 24 mois. »

Article 2

Dispositions financières

L'article 10 de l'accord de branche sur la formation professionnelle en date du 14 janvier 2005, modifié par l'avenant n° 2 du 20 mai 2011, est abrogé et remplacé par les alinéas suivants :

« Eu égard à l'importance accordée par la branche aux formations en alternance, les parties conviennent d'affecter la moitié des fonds disponibles du 0,5 % (0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés) au financement de dispositifs refinançables auprès du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), à savoir :

- les contrats de professionnalisation ;
- les périodes de professionnalisation certifiantes de plus de 150 heures ;
- les DIF portables.

L'autre moitié des fonds disponibles du 0,5 % (0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés) est affectée au financement :

- des périodes de professionnalisation ;
- des DIF prioritaires de branche ;
- des dispositifs d'aide à la fonction tutorale et de formation des tuteurs ;
- des dispositifs de préparation opérationnelle à l'emploi collectifs (POEC) non pris en charge par le FPSPP ;
- de centres de formation des apprentis (CFA) conventionnés par l'Etat ou un conseil régional.

Au sein de cette seconde enveloppe, les parties conviennent d'affecter :

- au moins 60 % de son montant au financement des périodes de professionnalisation, DIF prioritaires de branche et dispositifs d'aide à la fonction tutorale et de formation des tuteurs ;
- au plus 10 % de son montant pour le financement des actions de préparation opérationnelle à l'emploi collectifs (POEC) ;
- au plus 40 % de son montant au financement des CFA. Le montant total par entreprise pouvant être versé aux CFA devra également ne pas dépasser 2 500 € fois le nombre d'apprentis de cette entreprise présents au 31 décembre de l'année précédente.

Sur proposition des entreprises adhérentes et après avis de la commission de la formation, la section paritaire professionnelle (SPP) détermine avant le 30 juin la liste des CFA bénéficiaires et le montant qui leur est affecté.

Les pourcentages d'affectation des différentes actions de formation non refinançables auprès du FPSPP seront automatiquement revus par la SPP au cas où le financement de périodes de professionnalisation, de DIF prioritaires et de dispositifs d'aide à la fonction tutorale aura été bloqué faute d'accès de la branche aux fonds issus de la surmutualisation OPCALIA. »

Article 3

Information des organisations syndicales

A l'issue de la période de ratification du présent avenant, une copie de celui-ci sera envoyée à l'initiative de la FP2E en recommandée avec avis de réception à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche.

Article 4

Extension et prise d'effet du présent avenant

Cet avenant prend effet au 1^{er} janvier 2013.

Après signature par les parties, la FP2E en demandera son extension au ministère en charge du travail, au plus tard 10 jours après l'expiration du délai d'opposition ouvert aux organisations syndicales représentatives de la branche.

Fait à Paris, le 20 février 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3099

Convention collective nationale
IDCC : 1424. – RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS
URBAINS DE VOYAGEURS

ACCORD DU 20 FÉVRIER 2013
RELATIF AU SALAIRE NATIONAL MINIMUM ET AUX SALAIRES MINIMA MENSUELS
FORFAITISÉS AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350643M
IDCC : 1424

Les partenaires sociaux, réunis le 20 février 2013 en commission paritaire nationale des transports urbains de voyageurs :

Considérant les dispositions de l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs ;

Considérant l'accord du 7 juillet 1994 sur l'évolution du salaire national minimum pour l'année 1994, fixant la valeur du point conventionnel de branche et mettant en place, à titre dérogatoire afin de porter le salaire minimum de la branche à un niveau supérieur au Smic, des salaires minima mensuels forfaitisés pour les emplois correspondant aux coefficients 145 à 175 inclus de la grille de classification ;

Considérant que son avenant n° 1 du 13 avril 1995 a étendu le principe du salaire minimum mensuel forfaitisé aux coefficients 185 et 190 ;

Considérant que les accords du 6 juillet 2005 et du 23 janvier 2007 sur l'évolution du salaire national minimum et des salaires minima mensuels forfaitisés ont mis fin, pour les coefficients 190 et 185, à l'application du principe du salaire forfaitisé et ont prévu qu'ils soient de nouveau calculés selon la formule « valeur du point multipliée par coefficient »,

décident :

Article 1^{er}

Valeur du point conventionnel de branche

La valeur du point conventionnel de branche, définie à 7,86 € depuis le 1^{er} janvier 2011, est fixée à un montant de 8,17 € à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 2

Fixation des salaires minima mensuels forfaitisés de branche

Par dérogation aux dispositions de l'annexe VI modifiée et de l'article 1^{er} du présent accord, les salaires minima mensuels conventionnels des coefficients 145 à 175 inclus sont fixés forfaitairement aux montants suivants, à la date visée.

COEFFICIENT FORFAITISÉ	AU 1 ^{ER} JANVIER 2011 (pour mémoire)	AU 1 ^{ER} JANVIER 2013
145	1 406,93	1 461,80
155	1 425,82	1 481,43
170	1 436,56	1 492,59
175	1 452,12	1 508,75

Article 3

Barème du salaire national minimum de branche

Le barème du salaire national minimum de branche par coefficient et ancienneté, au 1^{er} janvier 2013, est annexé au présent accord, dans le respect des dispositions de l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs.

Article 4

Egalité de rémunération hommes-femmes

Les parties signataires rappellent que les entreprises sont tenues d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème du salaire national minimum de branche par coefficient et ancienneté visé à l'article 3 est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

Les entreprises s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes. Si tel n'est pas le cas, elles mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent accord est applicable à compter de sa signature et à la date prévue aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

Il annule et remplace l'accord du 17 mai 2011 sur l'évolution du salaire national minimum et des salaires minima mensuels forfaitisés.

Article 6

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an à compter de sa date de signature.

Article 7

Publicité et dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, D. 2231-2 et L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 20 février 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UTP.

Syndicats de salariés :

SNTU CFDT ;

Fédération des transports CGT-FO ;

FGT CFTC ;

FNCTT CFE-CGC ;

FNCR.

ANNEXE

**Barème du salaire national minimum de branche
au 1^{er} janvier 2013**

Personnel des ateliers, des services techniques, du mouvement, administratif et de gestion

(En euros.)

COEFFICIENT	ANCIENNETÉ - 6 mois 0 %	ANCIENNETÉ + 6 mois + 3 %	ANCIENNETÉ + 1 an + 7 %	ANCIENNETÉ + 3 ANS + 10 %	ANCIENNETÉ + 5 ans + 12 %	ANCIENNETÉ + 10 ans + 14 %	ANCIENNETÉ + 15 ans + 17 %	ANCIENNETÉ + 20 ans + 20 %	ANCIENNETÉ + 25 ans + 23 %
145	1 461,80	1 505,65	1 564,13	1 607,98	1 637,22	1 666,45	1 710,31	1 754,16	1 798,01
155	1 481,43	1 525,87	1 585,13	1 629,57	1 659,20	1 688,83	1 733,27	1 777,72	1 822,16
170	1 492,59	1 537,37	1 597,07	1 641,85	1 671,70	1 701,55	1 746,33	1 791,11	1 835,89
175	1 508,75	1 554,01	1 614,36	1 659,63	1 689,80	1 719,98	1 765,24	1 810,50	1 855,76
185	1 511,45	1 556,79	1 617,25	1 662,60	1 692,82	1 723,05	1 768,40	1 813,74	1 859,08
190	1 552,30	1 598,87	1 660,96	1 707,53	1 738,58	1 769,62	1 816,19	1 862,76	1 909,33
200	1 634,00	1 683,02	1 748,38	1 797,40	1 830,08	1 862,76	1 911,78	1 960,80	2 009,82
205	1 674,85	1 725,10	1 792,09	1 842,34	1 875,83	1 909,33	1 959,57	2 009,82	2 060,07
210	1 715,70	1 767,17	1 835,80	1 887,27	1 921,58	1 955,90	2 007,37	2 058,84	2 110,31
220	1 797,40	1 851,32	1 923,22	1 977,14	2 013,09	2 049,04	2 102,96	2 156,88	2 210,80

*Personnel de maîtrise des ateliers, des services techniques, du mouvement,
administratif, de gestion, technicien et dessinateur*

(En euros.)

COEFFICIENT	ANCIENNETÉ - 6 mois 0 %	ANCIENNETÉ + 6 mois + 3 %	ANCIENNETÉ + 1 an + 7 %	ANCIENNETÉ + 3 ans + 10 %	ANCIENNETÉ + 5 ans + 12 %	ANCIENNETÉ + 10 ans + 14 %	ANCIENNETÉ + 15 ans + 17 %	ANCIENNETÉ + 20 ANS + 20 %	ANCIENNETÉ + 25 ans + 25 %	ANCIENNETÉ + 30 ans + 30 %
205	1 674,85	1 725,10	1 792,09	1 842,34	1 875,83	1 909,33	1 959,57	2 009,82	2 093,56	2 177,31
210	1 715,70	1 767,17	1 835,80	1 887,27	1 921,58	1 955,90	2 007,37	2 058,84	2 144,63	2 230,41
220	1 797,40	1 851,32	1 923,22	1 977,14	2 013,09	2 049,04	2 102,96	2 156,88	2 246,75	2 336,62
230	1 879,10	1 935,47	2 010,64	2 067,01	2 104,59	2 142,17	2 198,55	2 254,92	2 348,88	2 442,83
240	1 960,80	2 019,62	2 098,06	2 156,88	2 196,10	2 235,31	2 294,14	2 352,96	2 451,00	2 549,04
250	2 042,50	2 103,78	2 185,48	2 246,75	2 287,60	2 328,45	2 389,73	2 451,00	2 553,13	2 655,25
270	2 205,90	2 272,08	2 360,31	2 426,49	2 470,61	2 514,73	2 580,90	2 647,08	2 757,38	2 867,67
280	2 287,60	2 356,23	2 447,73	2 516,36	2 562,11	2 607,86	2 676,49	2 745,12	2 859,50	2 973,88
300	2 451,00	2 524,53	2 622,57	2 696,10	2 745,12	2 794,14	2 867,67	2 941,20	3 063,75	3 186,30
310	2 532,70	2 608,68	2 709,99	2 785,97	2 836,62	2 887,28	2 963,26	3 039,24	3 165,88	3 292,51
320	2 614,40	2 692,83	2 797,41	2 875,84	2 928,13	2 980,42	3 058,85	3 137,28	3 268,00	3 398,72
340	2 777,80	2 861,13	2 972,25	3 055,58	3 111,14	3 166,69	3 250,03	3 333,36	3 472,25	3 611,14
360	2 941,20	3 029,44	3 147,08	3 235,32	3 294,14	3 352,97	3 441,20	3 529,44	3 676,50	3 823,56

Personnel des ingénieurs et cadres

(En euros.)

COEFFICIENT	À L'EMBAUCHE
300	2 451,00
390	3 186,30
430	3 513,10
530	4 330,10
630	5 147,10
690	5 637,30

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

AVENANT N° 61 DU 8 MARS 2013
RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT

NOR : ASET1350636M
IDCC : 16

Le protocole relatif aux frais de déplacement du 30 avril 1974, conclu en application de l'article 10 de la convention collective nationale, annexe I, des transports routiers et des activités auxiliaires du transport, modifié par les avenants n°s 1 à 60, ce dernier en date du 19 décembre 2012 est à nouveau modifié comme suit pour les dispositions de sa section 2 « Transports routiers de voyageurs ».

Article 1^{er}

Taux des indemnités forfaitaires

Le tableau fixant le taux des indemnités forfaitaires dans les entreprises de transport routier de voyageurs et dans les entreprises de transport sanitaire, joint audit protocole, est remplacé par le nouveau tableau annexé au présent avenant.

Article 2

Entrée en application

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Article 3

Publicité et dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 8 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFT ;
UNOSTRA ;
OTRE.

Syndicats de salariés :

FNCR ;

FGTE CFDT ;

UNCP FO.

ANNEXE

Taux des indemnités du protocole relatif aux frais de déplacement des ouvriers (en vigueur à compter du 1^{er} mars 2013)

(En euros.)

NATURE des indemnités	TAUX	RÉFÉRENCE aux articles du protocole
Indemnité de repas	12,80	Art. 8.1, al. 2 et 3 ; art. 9.10, al. 1 ; art. 11
Indemnité de repas unique	7,90	Art. 8.1, al. 1
Indemnité spéciale	3,60	Art. 8.2, al. 2 ; art. 11 <i>bis</i>
Indemnité de casse-croûte	6,68	Art. 12
Indemnité spéciale de petit déjeuner	3,60	Art. 10, al. 2
Indemnité de chambre et indemnité spéciale de petit déjeuner	26,20	Art. 10, al. 1 Art. 11
Indemnité de repos journalier (chambre et casse-croûte)	29,28	

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

AVENANT N° 10 DU 21 MARS 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS CONVENTIONNELLES
AU 1^{ER} MAI 2013
NOR : ASET1350637M
IDCC : 16

L'accord du 1^{er} février 2003 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transport de déménagement modifié en dernier lieu par l'avenant n° 9 du 21 novembre 2012 est à nouveau modifié comme suit.

Article 1^{er}

A l'article 3 « Revalorisation des rémunérations conventionnelles », le point 1 et le point 2 sont remplacés par :

« 1. Taux horaires

Les taux horaires conventionnels des personnels ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise sont revalorisés à compter du 1^{er} mai 2013, conformément aux tableaux joints au présent avenant.

2. Rémunérations annuelles garanties

Les rémunérations annuelles garanties des personnels ingénieurs et cadres sont revalorisées à compter du 1^{er} mai 2013, conformément aux tableaux joints au présent avenant.

Il est précisé que l'emploi "Aide déménageur", coefficient 120 D, est réservé au personnel sous contrat CDD d'usage en transport de déménagement (saisonnier et/ou journalier), ainsi qu'au personnel en CDI ayant moins de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

Les partenaires sociaux soulignent qu'ils prennent soin, conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, de tendre à la suppression des écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes, et de promouvoir l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. »

Article 2

Les tableaux annexés au présent avenant seront intégrés dans les annexes I, II, III et IV de la convention collective.

Article 3

Le présent avenant entre en application à la date fixée à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 4

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 21 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFT ;
UNOSTRA ;
OTRE.

Syndicat de salariés :

FGT CFTC.

ANNEXE

Barème des rémunérations conventionnelles au 1^{er} mai 2013

Ouvriers

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
120 D	9,44
128 D	9,52
138 D	9,66
150 D	10,14

En application de l'avenant n° 3, les tableaux ci-dessus sont majorés, le cas échéant, de :

- 1,50 % pour les personnels C1 titulaires du permis de conduire C ;
- 2,00 % pour les personnels C2 titulaires du permis de conduire EC.

En application de l'annexe I de la convention collective, les tableaux ci-dessus sont majorés le cas échéant (travail un jour férié ou dimanche, art. 7 ou 7 *quater*) de 10,21 € ou 23,80 €.

Heure de dépassement d'amplitude (accord du 22 septembre 2005) : 6,57 €.

Heure de temps de liaison (accord du 22 septembre 2005) : 6,57 €.

Employés

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
105, 110, 115	9,50
120	9,54
125	9,60
132,50	9,65
140	9,75
148,50	9,85

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
1	150	10,20
2	157,50	10,30
3	165	10,61
4	175	11,21

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE À L'EMBAUCHE
5	185	11,87
6	200	12,83
7	215	13,79
8	225	14,44

**Rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties
à compter du 1^{er} mai 2013**

Ingénieurs et cadres

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ dans le groupe ⁽¹⁾	RÉMUNÉRATION annuelle garantie	PAIEMENT mensuel minimum
1	100	Jusqu'à 5 ans	30 843	2 313
2	106,50	Jusqu'à 5 ans	32 848	2 463
3	113	Jusqu'à 5 ans	34 854	2 614
4	119	Jusqu'à 5 ans	36 703	2 752
5	132	Jusqu'à 5 ans	40 713	3 053
6	145	Jusqu'à 5 ans	44 723	3 354
(1) Article 5, alinéa 4.				

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 8 MARS 2013
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} MARS 2013
(RHÔNE)
NOR : ASET1350647M
IDCC : 1702

Entre :

La FRTP Rhône-Alpes,

D'une part, et

Le SCB CFDT Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendu par l'arrêté ministériel du 27 mai 1993, concernant les ouvriers employés dans les entreprises de travaux publics, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers des travaux publics du Rhône.

Article 2

Pour le Rhône, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application des articles 8.1, 8.3, 8.8, de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers des travaux publics, comme indiqué ci-après.

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} mars 2013.

L'indemnité de repas est portée à 9,78 € dans toutes les zones.

Les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après.

(En euros.)

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
1A	3,11	0,93
1B	3,89	1,55
II	7,45	2,89
III	11,57	4,17
IV	16,03	5,45
V	20,24	6,65

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Villeurbanne, le 8 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Indemnités de petits déplacements

Tableau A

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau sont situés sur le territoire de la communauté urbaine de Lyon

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1 (0 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Tableau B

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le bureau sont situés en dehors du territoire de la communauté urbaine de Lyon

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET	TOTAL
1A (0 à 4 km)	9,78	3,11	0,93	13,82
1B (4 à 10 km)	9,78	3,89	1,55	15,22
2 (10 à 20 km)	9,78	7,45	2,89	20,12
3 (20 à 30 km)	9,78	11,57	4,17	25,52
4 (30 à 40 km)	9,78	16,03	5,45	31,26
5 (40 à 50 km)	9,78	20,24	6,65	36,67

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165130180-000513

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
